

(1)

( N° 225 )

---

## Chambre des Représentants.

---

SÉANCE DU 24 JUILLET 1903.

---

Proposition de loi portant modification à l'article 179 de la loi  
du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire.

---

### DÉVELOPPEMENTS.

---

MESSIEURS,

A aucune époque de notre histoire, le besoin de jouissance, la recherche de la fortune n'ont été aussi intenses qu'aujourd'hui. La soif de l'or semble être actuellement la maladie morale la plus répandue dans certaines classes de la société. C'est d'elle qu'est née la passion du jeu, des paris aux courses, qui font tant de ravages et contre lesquelles le législateur belge a cru devoir sévir, il n'y a pas longtemps.

Pour s'enrichir sans travail, on use de moyens inconnus dans le passé. Notre loi sur les sociétés favorise étrangement les gens de finance, et la justice laisse impunies des pratiques souvent extraordinaires.

Il semble difficile, aujourd'hui, de toucher aux choses financières sans être entraîné, souvent sans le vouloir, à user de procédés incorrects toujours, et parfois malhonnêtes.

Les abus sont nombreux et incontestables.

En attendant que la loi sur les sociétés soit révisée de façon à rendre désormais impossibles des pratiques contre lesquelles protestent à bon droit tous les honnêtes gens, à protéger l'épargne, à mettre fin aux scandales financiers, il est d'autres mesures qui s'imposent, et notamment celle-ci : interdire aux magistrats de l'ordre judiciaire de participer, en quelque mesure que ce soit, à la direction, à l'administration ou à la surveillance de sociétés industrielles, commerciales ou financières.

Tel est le but de la proposition de loi dont nous avons l'honneur de saisir la Chambre.

H

## I.

Le Gouvernement belge, par l'organe de plusieurs de ses ministres, a depuis longtemps interdit, non seulement à ses fonctionnaires relativement bien payés, mais encore à ses employés et à ses ouvriers, de faire commerce, de s'occuper de l'administration ou de la surveillance de sociétés industrielles ou financières, et tout le monde a applaudi à ces mesures.

Les chefs de tous les départements ministériels ont pris des mesures identiques. Citons le texte de l'arrêté royal fixant les incompatibilités imposées aux fonctionnaires du ministère des finances, qui est d'ailleurs identique pour les autres départements ministériels :

« ART. 24. — Les fonctionnaires ou employés des administrations centrales ne peuvent gérer simultanément aucun autre emploi rétribué par l'État, les provinces, les communes ou les administrations publiques.

» Il leur est interdit d'accepter aucun mandat électif, d'exercer aucune profession lucrative, de faire soit par eux-mêmes, soit sous le nom de leur femme ou de toute autre personne interposée, aucune espèce de commerce, ou de participer à la direction ou à l'administration de toute société ou établissement industriel.

» Le Ministre pourra, dans des cas particuliers, lever les interdictions établies par les deux paragraphes précédents. »

Un ordre de service n° 277 du 16 décembre 1898, du Département des Chemins de fer, Postes et Télégraphes, rappelle une décision ministérielle antérieure dont voici le texte :

« 1. — Les fonctionnaires, employés et ouvriers en activité de service ne peuvent gérer simultanément aucun autre emploi rétribué par l'État, les provinces, les communes, les administrations publiques ou privées.

» Il leur est interdit d'accepter aucun mandat électif, d'exercer aucune profession lucrative, de faire soit par eux-mêmes, soit au nom de leur épouse ou par toute autre personne interposée, aucune espèce de commerce et de participer, comme *administrateur*, *commissaire*, etc., à la *direction*, à l'*administration* ou à la *surveillance* de toute société, établissement industriel ou commercial.

» Le Ministre peut, dans des cas particuliers, relever de cette interdiction (§ 4). »

Vous remarquerez, Messieurs, que le texte nouveau que je propose à l'article 179 de la loi sur l'organisation judiciaire, ressemble beaucoup à celui imposé aux fonctionnaires du Département des Chemins de fer, Postes et Télégraphes, et l'on peut se demander quelles bonnes raisons on pourrait donner pour s'opposer au vote de ma proposition de loi.

## II.

S'il est, Messieurs, des fonctionnaires de l'État dont l'honorabilité doit être au-dessus de tout soupçon, ce sont assurément les magistrats de l'ordre

judiciaire, chargés de rendre la justice et qui disposent ainsi de la liberté et de l'honneur des citoyens.

Pour ce qui les concerne, ce n'est pas une simple circulaire ministérielle ou un arrêté royal qui indique quelles sont les incompatibilités inhérentes aux fonctions de magistrat. C'est une loi qui règle cette matière délicate.

L'article 179 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire est ainsi conçu :

« ART. 179. — Il est interdit, sous les peines disciplinaires, à tout membre de l'ordre judiciaire, d'exercer, soit par lui-même, soit sous le nom de son épouse ou par toute autre personne interposée, aucune espèce de commerce, d'être agent d'affaires ou de participer à la direction ou à l'administration de toute société ou établissement industriel.

» Le Roi peut, dans des cas particuliers, relever de cette interdiction les greffiers et les greffiers adjoints. »

Cette disposition, à vrai dire, ne date pas de 1869. Elle remonte plus haut. C'est ce que M. Orts, rapporteur de la loi de 1869, déclarait à la Chambre en ces termes, qu'il est bon de rappeler :

« Quant à la discipline des magistrats, le projet n'innove pas : il codifie ce qui existe. Il serait malséant d'aborder cet objet en laissant de côté, comme moins urgent, ce qui concerne les auxiliaires de la justice. D'ailleurs, ne l'oublions pas, le pouvoir est armé, et l'on peut dire avec un légitime sentiment de fierté que l'esprit de dignité, que le respect de soi-même et de ses devoirs qui caractérisent à un si haut degré la magistrature nationale, ont permis à l'arme disciplinaire de se rouiller dans le fourreau. Rien ne presse d'en forger de nouvelles (1). »

Si M. Orts disait vrai en 1869, en est-il encore de même aujourd'hui ? Un procès récent démontre le contraire. Mais l'arme disciplinaire dont dispose M. le Ministre de la Justice reste dans le fourreau, et tel magistrat qui, de l'avis de ses pairs même, s'est « trouvé mêlé à des affaires financières de manière à s'exposer à des situations compromettantes et à des critiques malveillantes » (2) n'est frappé d'aucune peine disciplinaire et continue à occuper son siège.

S'il en est ainsi, c'est que l'honorable chef du Département de la Justice estime que l'attitude de M. le conseiller Hayoit de Termicourt n'est pas en contradiction avec l'article 179 de la loi sur l'organisation judiciaire, et, dans ce cas, il nous paraît indispensable de la reviser et de la compléter.

Mais avant de citer des faits qui justifient le dépôt de ma proposition de loi, il me paraît utile de rappeler les circonstances qui ont marqué le vote de la disposition de l'article 179 et les commentaires auxquels cet article a donné lieu lors de la discussion à la Chambre et au Sénat.

(1) *Documents parlementaires*, Session de 1866-1867, p. 189.

(2) Arrêt de la Cour d'appel de Bruxelles du 10 juin 1905 dans l'affaire Eug. Hayoit de Termicourt contre Louis Bertrand.

C'est en 1844 que M. d'Anethan, Ministre de la Justice, déposa à la Chambre un projet de loi relatif aux traitements des membres de l'ordre judiciaire.

Le but du projet était d'accorder aux magistrats un traitement convenable, qui leur permette de vivre, sans devoir se livrer à des opérations que l'on déclarait incompatibles avec leurs hautes fonctions. C'est la Section centrale de la Chambre qui, en même temps que le barème de traitements, y introduisit un chapitre traitant des incompatibilités et des cumuls.

L'article 15 de ce projet, qui est devenu l'article 179 de la loi de 1869 sur l'organisation judiciaire, a été diversement apprécié et commenté. Tous les membres qui, aussi bien au Sénat qu'à la Chambre, ont pris part à la discussion de ce projet, admettaient qu'il fût interdit aux magistrats de s'occuper de la direction ou de l'administration de sociétés industrielles. Eux aussi — sauf M. le Ministre de la Justice d'alors — estimaient que l'interdiction devait être générale.

Quelques extraits de la discussion nous paraissent intéressants à reproduire ici :

« M. DELHAYE, *rapporteur*. — La Chambre se rappellera qu'il y a trois ans il s'était élevé en Belgique un cri général de réprobation contre la plupart des associations qui s'étaient formées alors, il faut bien le dire, aux dépens de la fortune publique. On voyait malheureusement figurer plusieurs noms de magistrats dans ces associations. C'est sous l'influence de ce fait grave que la Section centrale s'est crue obligée, pour mettre un terme à cet abus, d'introduire dans le projet de loi cette disposition à laquelle n'avait pas songé le prédécesseur de M. le Ministre de la Justice actuel. *On était indigné de voir des magistrats prendre publiquement fait et cause pour des associations qui n'avaient pas obtenu l'approbation générale.* Nous étions, je le répète, sous l'influence de cette considération; nous avons cru qu'il était de la dignité de la nation, comme de la magistrature, de mettre un terme à un fait aussi affligeant; nous avons cru que le moyen le plus simple pour atteindre ce but, était de porter une disposition à cet égard dans la loi.

» Quand la magistrature se croira atteinte dans sa considération par le commerce d'un de ses membres, on examinera si c'est l'individu incriminé qui fait ce commerce, ou si c'est une personne interposée qui agit pour lui. Il faut surtout tenir compte de la dignité de la magistrature, dignité dont l'honorable M. Castiau s'est posé le chaleureux défenseur et que nous voulons maintenir. Ainsi, dans l'espèce, la Chambre ne doit nullement se laisser effrayer par les dispositions qu'on a invoquées; il ne s'agira jamais que d'individus qui appartiennent à la magistrature et qui porteraient atteinte à la considération du corps auquel ils appartiennent. Ils seront jugés par leurs pairs.

» Je citerai un exemple : il était de notoriété publique, dans la province de Liège, qu'un magistrat faisait des affaires sous le nom de sa femme. Depuis l'époque où l'article en discussion a été formulé, ce magistrat, très honorable d'ailleurs, croyant qu'il était de sa dignité de ne pas continuer son commerce, y a définitivement renoncé. »

» M. LE MINISTRE DE LA JUSTICE. — Que veut la loi? Que le magistrat s'abstienne de tout commerce et ne puisse éluder cette défense en employant un tiers....

» Il est donc interdit au magistrat d'être agent d'affaires (il ne s'agit plus ici de personnes interposées) et de participer à la direction ou à l'administration de toute société ou établissement industriel.

» Je pense que, si, par exemple, un magistrat épousait une personne ayant des intérêts dans une société industrielle, on ne pourrait pas exiger que ce magistrat vendit la part appartenant à sa femme dans cette société.

» M. FLEUSSU. — Il peut avoir des intérêts par lui-même.

» M. LE MINISTRE DE LA JUSTICE. — Mais je ne pense pas qu'il puisse continuer à gérer ou administrer la société. La loi le lui défend. Cette interdiction doit être maintenue, mais il ne faut pas l'étendre jusqu'à la propriété. Le magistrat peut rester actionnaire.... »

Le projet fut voté à la Chambre à une forte majorité.

La Commission du Sénat amenda l'article dont nous nous occupons, et ce dans le but de le rendre plus clair. Elle prétendit que l'article voté par la Chambre ne distinguait pas entre les fonctions *salariées* ou non, et proposa en conséquence un amendement ainsi libellé :

« Il est interdit à tout membre de la magistrature de participer, soit comme directeur-gérant, soit comme administrateur *salarié*, à l'administration de toute société ou établissement industriel. »

M. de Rouillé combattit cet amendement et rappela les paroles de M. le baron de Royer disant : « Quand on voudra éluder l'article amendé par la Commission, on donnera une indemnité au gérant, à l'agent, à l'administrateur, et il sera sensé n'être pas *salarié*. On a déjà fait abus du mot *salarié*. »

La pensée était donc bien l'interdiction, pour les magistrats, d'accepter une autre fonction *salariée*.

M. de Renesse approuva l'article voté par la Chambre et le trouva très rationnel. « On n'ôte point aux magistrats, dit-il, le droit d'avoir des actions, comme tous les autres particuliers, dans une société quelconque, *mais on désire qu'ils ne se mêlent en rien de l'administration* »

M. de Macar n'était pas de cet avis et déclara que c'est pousser bien loin le rigorisme « que de vouloir interdire à un propriétaire la faculté de surveiller ses propres affaires ». Telle était la conséquence et la portée, selon M. de Macar, de l'article soumis au Sénat, et c'est pourquoi il approuva l'amendement de la Commission qui ne voulait interdire aux magistrats que des fonctions *salariées*.

Plus loin, M. de Macar revient à la charge et dit que c'est pour éviter les abus qui résulteraient de la manière dont les corps judiciaires interpréteraient la loi qu'il approuve l'amendement de la Commission, qui ne peut interdire que des fonctions *salariées*.

M. d'Anethan, ministre de la Justice, n'était pas de cet avis, et il déclara que « pour des faits de la nature de ceux que l'on veut proscrire, il faut laisser un peu de vague, *afin de pouvoir tous les atteindre* ».

Or, aujourd'hui, quand des magistrats s'occupent d'affaires financières, le Ministre de la Justice, loin de vouloir tous les atteindre, veut les excuser tous en répondant à des questions précises par une formule que l'on peut traduire ainsi : « Cela dépend des cas ! »

Dans la séance de la Chambre du 23 juin 1903, j'avais posé à l'honorable M. Van den Heuvel, ministre de la Justice, la question que voici :

« Plusieurs de vos collègues ont interdit aux fonctionnaires de leur département de faire partie de sociétés industrielles, commerciales ou financières, non seulement en qualité d'administrateur, mais aussi comme commissaire.

» L'article 179 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire, interdit aux membres de l'ordre judiciaire de participer à la direction ou à l'administration de toute société ou établissement industriel.

» Malgré cet article, des magistrats peuvent-ils être commissaire d'une société anonyme, même lorsque les statuts de cette société établissent un conseil général, dont les commissaires font partie et qui peut être appelé à statuer sur toute espèce de questions concernant l'administration de la société, notamment sur l'opportunité et les conditions de la constitution de sociétés filiales, sur la manière d'en tirer bénéfice par la rémunération d'apports problématiques, etc. ?

» Des magistrats peuvent-ils, d'autre part, sans prendre le titre d'administrateur d'une société industrielle ou financière, en exercer en réalité les fonctions en assistant à toutes les séances du conseil d'administration de la société et en prenant part à ses délibérations ? »

Et voici la réponse que me fit le Ministre de la Justice dans la séance de la Chambre du 30 juin :

» Aux deux questions de M. Bertrand, il y a lieu de répondre qu'il convient d'examiner, dans chaque cas particulier, les faits et les circonstances afin de voir s'ils impliquent une participation active et directe à la gestion de la société. »

Le Ministre (catholique) de la Justice en 1845 approuvait le vague de l'article de la loi, *afin*, disait-il, *de pouvoir atteindre tous les coupables*. Celui de 1903 s'appuie sur le sens vague de l'article pour *excuser tous les coupables*. C'est dans ces conditions que j'estime qu'il est temps d'agir, et qu'il est indispensable de généraliser l'interdiction pour les magistrats de s'occuper d'affaires industrielles et financières, ce qui est le cas d'ailleurs pour d'autres fonctionnaires de l'État, et de mettre fin ainsi aux complaisances coupables d'un ministre qui, en refusant de frapper un magistrat, laisse peser un soupçon immérité sur l'institution tout entière.

La question qu'il s'agit de trancher est donc celle-ci :

En vertu de l'article 179 de la loi sur l'organisation judiciaire, est-il permis à un magistrat d'être commissaire d'une société anonyme ou autre, même lorsque les statuts de cette société établissent un conseil général qui peut être appelé à statuer sur toutes espèces de questions qui concernent l'administration de la société.

On nous opposera, sans doute, le passage d'un discours prononcé au Sénat, le 13 mars 1843, par M. d'Anethan.

Voici ce passage :

« ... Il est évident, dès lors, que les magistrats pourront exercer une simple surveillance, mais encore faire partie comme commissaire, ou sous toute autre dénomination, des conseils d'administration, *bien entendu si le droit d'être nommé à ces conseils dérive de la qualité d'actionnaire, et si ces conseils n'ont pas l'administration active de la société.* »

Il ajoute immédiatement après :

« Maintenant, l'article de votre Commission restreint l'interdiction aux fonctions de directeur-gérant et d'administrateur salarié ; ces restrictions ne me paraissent pas admissibles, car elles permettraient d'éviter la prohibition ; sans être directeur-gérant ou administrateur salarié, on peut néanmoins administrer une société ou participer activement à son administration ; sans traitement fixe, on peut toucher des tantièmes sur les bénéfices qui équivalraient et au delà à un traitement.

» Ainsi l'addition est inutile pour expliquer l'article. Elle présenterait même des inconvénients, comme je viens de le prouver. »

Dans la pensée de M. d'Anethan, il était donc bien clair que les magistrats ne pouvaient retirer aucun profit d'une place de commissaire de société industrielle. C'est ce qu'il avait déjà dit à la Chambre le 31 octobre précédent, lorsqu'il déclarait : « ... il faut qu'ils (les magistrats) s'occupent *exclusivement* de leurs fonctions ; leur traitement devrait leur suffire ; toute industrie, tout commerce leur est interdit... »

Au surplus, Messieurs, quelle que soit la signification exacte de l'article 179, il suffit que des abus se soient produits pour justifier la rédaction nouvelle que nous vous proposons de voter.

### III.

Ces abus existent-ils ? Des magistrats se sont-ils compromis dans des affaires financières sans que le Ministre de la Justice ait cru devoir sévir ?

Et s'il en est ainsi, comme nous espérons le démontrer, le vote de notre proposition de loi ne s'impose-t-il pas impérieusement ?

Oui, Messieurs, des abus se sont produits. Oui, il y a des magistrats qui se sont occupés activement d'affaires financières qui ont fait scandale.

Voici des faits précis. Il s'agit d'abord du cas de M. Hayoit de Termicourt, conseiller à la Cour d'appel de Bruxelles, qui a été mêlé activement à la fondation et à l'administration de diverses sociétés qui, en peu de temps, ont vu réduire leur actif dans des proportions considérables, démontrant ainsi l'exagération extraordinaire des apports.

Voici ce que déclara à ce sujet M<sup>e</sup> Edmond Picard devant la 1<sup>re</sup> Chambre de la Cour d'appel de Bruxelles :

« Qui ignore qu'en ces dernières années, la Belgique s'est signalée par une

épidémie de spéculation, génératrice de ces trois calamités égales à la famine, à la peste et à la guerre d'autrefois : la ruine de l'épargne, la déchéance du crédit, le fléchissement du bon renom national?

» C'est notamment au moyen de la fondation des sociétés anonymes que ces désolants résultats se réalisèrent.

» Ces sociétés, qui, dans le vœu du législateur, devaient être des contrats d'entre-aide et favoriser l'industrie et le commerce, sont devenues des contrats de piraterie et d'ingénieuses et terribles « machines à dépouillement ».

» La combinaison est simple : On fonde, par exemple, une société dite d'études ». Celle-ci se procure des concessions en pays divers. On débite une à une ces concessions à des sociétés filiales moyennant des avantages excessifs en titres ou en espèces, nommés désormais *la part-à-goïnfre*, ou les « bonbons de baptême », que les apporteurs se partagent « suivant leurs conventions particulières » et qu'ils ont la préoccupation de « lessiver » le plus tôt possible. A moins qu'une crise soudaine ne les bloque, ils y réussissent presque toujours. Ces filiales, grevées, dès l'origine, de charges disproportionnés, sont « des hydrocéphales » destinées à mourir bientôt, à « claquer » comme dit le cynique argot de la Bourse.

\* \*

» Les auteurs de ces sortes d'affaires sont, la plupart du temps, des aigrefins exotiques qui trouvent chez nous des répondants naïfs alléchés par leur charlatanisme, et dont les noms honorables, groupés adroitement, remplissent la fonction de miroir aux alouettes. Ils ne se doutent pas, le plus souvent, du rôle de rapine qu'on leur fait jouer.

» Ce sont, en général, des hommes du monde ou des hommes politiques maladivement préoccupés d'augmenter leurs ressources, car qui, aujourd'hui, sait être paisiblement riche !

\* \*

» Jusqu'ici la magistrature était restée à l'écart de la finance. Tout au plus l'un ou l'autre de ses membres consentait-il à remplir honorablement et légalement le rôle de commissaire dans une société sérieuse et de tout repos.

» Mais voici qu'un conseiller à la Cour d'appel de Bruxelles s'est départi de cette réserve si bien en accord avec les traditions et la dignité de son ordre.

» Il s'agit de M. Eugène Hayoit de Termicourt, à qui, en ne tenant compte que des visibilitées parvenues jusqu'au public et sans compter le vraisemblable complément des choses ignorées, sont arrivés les déboires qu'on va lire.

\* \*

» Depuis 1899 au moins, et pendant environ quatre ans, il s'est trouvé mêlé à une série d'incidents que l'on peut tolérer et même trouver naturels pour un financier; dont plusieurs seraient même peut-être acceptables chez



un magistrat, s'ils étaient isolés, mais dont la multiplicité fera venir à l'esprit de tout le monde cette exclamation : Vraiment, pour un membre de Cour d'appel, il y en a trop ! Que deviendrait, en effet, le beau renom de ces Cours si les allures qu'on va voir s'y généralisaient ?

» Si nous en parlons, c'est précisément parce qu'il importe de tarir le mal à son origine. L'opinion au Palais de justice et ailleurs s'en est extrêmement émue.

» Précisons, en nous en tenant strictement à ce qui ne saurait être contesté.

\* \* \*

» Dès 1899, M. Eugène Hayoit de Termicourt apparaît en relation avec un personnage nommé Léopold Lipman, qui, uni à un sieur Knage, avait, en 1898, constitué une association pour la mise en coupe réglée d'une vraie brochette de concessions variées obtenues, disait-il, au Brésil. Quelques mois après cette première création, en mars 1899, la brochette en question fut apportée à une société anonyme dite la Belgo-Brésilienne, où douze personnes, presque toutes Belges de grande marque et parmi elles M. Hayoit, s'agglutinaient au susdit Lipman. C'était une sorte d'agence d'affaires, ne devant rien exploiter par elle-même. Il s'agissait uniquement de mettre à fruit la brochette en créant des sociétés dites filiales. Les actions furent déclarées fractionnables en coupure d'un dixième, ce qui signale le projet de les colloquer au public.

» La Société Lipman et Knage reçoit une « part à goinfre » de 960 actions de jouissance, plus, Lipman, personnellement, encore 240 de ces actions pour rémunérer ce qu'on nomma alors « des concours acquis à la nouvelle société » (P). M. Hayoit ne fut nommé que commissaire, mais il y a ce détail intéressant que, dans cette société, les commissaires forment avec les administrateurs UN CONSEIL GÉNÉRAL, qui peut être saisi de toute question d'administration et à qui fut même attribuée, plus tard, l'augmentation du capital !

» Détail intéressant, disons-nous, puisque la loi d'organisation judiciaire, en son article 179, défend, sous les peines disciplinaires, aux magistrats de *participer* à l'administration de toute société industrielle.

» Cette première création a fondé successivement six filiales, dont l'énumération est édifiante. Il est à remarquer que M. Hayoit, en sa qualité de commissaire, avait un contrôle et une surveillance de ces créations; les statuts ont même une formule énergique à cet égard; ils disent : UN DROIT ILLIMITÉ DE CONTRÔLE ET DE SURVEILLANCE SUR TOUTES LES AFFAIRES DE LA SOCIÉTÉ. Dès lors, il convenait, semble-t-il, que M. Hayoit montrât dans ce contrôle et cette surveillance la scrupuleuse attention et l'absence de procédés par trop financiers qu'on est en droit d'attendre d'un aussi haut magistrat et de l'intégrité dont à bon droit est revêtue cette fonction.

» Cette énumération, la voici :

1° 20 décembre 1899 : fondation de la Camaquam (mines de cuivre). Capital : 1,500,000 francs. On attribue aux apports : 1,500 actions de capital de 500 francs et 4,500 parts de dividende. M. Hayoit est parmi les fondateurs, est nommé commissaire et accepte ;

2° Février 1901 : fondation de la Tres-Cruzes (mines de manganèse et de cinabre), 34 actionnaires. Capital : 2,300,000 francs. On attribue aux apports : 300,000 francs en espèces, 6,800 actions privilégiées de 250 francs, 6,800 titres de dividende ;

3° Mars 1901 : fondation du Cerrito (mines d'or). Capital : 3,200,000 francs. On attribue aux apports 469,500 francs en espèces, 4,661 actions de capital de 500 francs, toutes les actions de dividende, 6,400 ;

4° Mai 1901 : fondation de l'Omnium minier (mines d'or). Capital : 4,000,000 francs. On attribue aux apports 320,000 francs en espèces, 6,000 actions de capital de 500 francs, 8,000 actions de dividende.

La Belgo-Brésilienne fonde encore à des dates et dans des conditions que nous n'avons pu identifier :

5° La société les Philippines ;

6° La société la Vista Allegre (mines d'or).

» Mais ce qui résulte des détails relatifs aux quatre premières, c'est que les apports y ont été payés au total un million quatre-vingt-dix mille francs en espèces, plus 12,461 actions de capital représentant sept millions sept cent quatre-vingt-cinq mille cinq cents francs, plus trente-deux mille cinq cents titres de dividende !

» Ce nombre formidable de titres fait naturellement supposer que ceux qui les recevaient ne songeaient pas à les garder. Aussi dans le rapport du Conseil d'administration pour l'exercice 1900-1901, reconnaît-on que si on n'a pas écoulé les titres, c'est par suite de la crise et de l'état du marché ?

» Or, on a vu que les apports reçus de Lipman par la Belgo-Brésilienne n'avaient été évalués qu'à 1,200 actions de dividende sans fixation de valeur.

» Ne trouve-t-on pas, à la lecture de ce stupéfiant tableau, que c'est un peu beaucoup de filiales et de parts à goinfres pour une société-mère, dont un conseiller à la Cour d'appel doit contrôler et surveiller les opérations ?

\* \* \*

» Il y avait déjà là pour le public matière à réflexions peu bienveillantes ; mais malheureusement des circonstances complémentaires sont venues rendre plus délicate encore la situation de M. Hayoit de Termicourt et démontrer de plus près à quoi s'expose un magistrat quand il s'engage à ce point dans la finance et ne trie pas mieux ses relations.

» L'examen du sort de quelques-unes de ces filiales est instructif à cet égard :

» Le Cerrito, dès le bilan du 31 mai 1902, un an à peine après sa fondation, accuse une perte de 2,848,093 francs, résultant surtout de l'exagération monstrueuse des apports qu'on doit réduire de 2,800,000 francs à 21,834 fr.

» L'Omnium minier, dès le 31 avril 1902, un an à peine après sa fondation, accuse une perte de 3,263,723 francs, résultant aussi de l'exagération monstrueuse des apports réduits de 3,320,000 francs à 54,072 francs. !!! Et on le met en liquidation.

» La réalité touche ici vraiment à l'in vraisemblance. Et M. Hayoit a laissé faire ces apports gonflés à en crever.

» Un curieux détail augmente encore la détestable impression de tout cela.

» Dans « un morceau », si nous pouvons parler ainsi, de la séance où fut fondée la Société de Cerrito, le 11 mars 1901, morceau qu'on s'abstint de publier aux annexes du *Moniteur* avec le surplus de cette séance, M. Hayoit fut nommé 5<sup>o</sup> commissaire. Aujourd'hui l'administration affirme qu'on ne lui en donna pas connaissance; que lorsqu'il l'apprit *longtemps après*, il envoya sa démission au président; que le président l'ayant gardée pour lui, M. Hayoit la renouvela après quelques mois au conseil d'administration; qu'ayant été acceptée en novembre suivant par l'assemblée générale, *elle ne fut publiée qu'en mars 1903!* Que penser de ces procédés extravagants et comment le public, toujours méfiant, doit-il les comprendre quand ils s'ajoutent à tout le reste?

\* \* \*

» D'autres désagréments attendaient M. Hayoit de Termicourt et ont dû lui inspirer d'amers regrets en même temps que l'opinion lui trouvait de plus en plus des postures en déplorable désaccord, sinon avec le sort qui attend habituellement les gens de finance, du moins avec ses fonctions judiciaires.

» Il s'est vu assigner deux fois en responsabilité et en dommages-intérêts devant le tribunal de commerce de Bruxelles. Ces procès furent, il est vrai, reconnus mal fondés, mais ne suffit-il pas qu'il s'y soit exposé pour caractériser le tort grave qu'a un magistrat de courir de pareils risques et de s'exposer à de tels débats!

\* \* \*

» M. Hayoit de Termicourt ne s'est plus contenté, toujours dans le même laps de temps de quatre années, de se mêler, ainsi que nous venons de le dire, à des sociétés multiples. Il s'est engagé dans des syndicats, savoir : 1<sup>o</sup> pour des mines de charbon dans le Donetz russe; 2<sup>o</sup> pour des mines de manganèse dans la Prusse rhénane. Il ne le conteste plus; il l'avait d'abord méconnu dans un exploit judiciaire.

» Il a de plus eu à soutenir un procès devant arbitres relatif à un autre syndicat en Espagne. Voilà donc la troisième fois qu'on trouve ce magistrat traduit devant la juridiction consulaire du chef des affaires dans lesquelles il s'est engagé si malencontreusement pour la dignité de ses fonctions.

» Ajoutons qu'on l'a vu aussi mêlé comme témoin dans un 4<sup>m</sup>o procès commercial, dont nous ne pouvons, faute de renseignements, préciser l'objet et où il apparaît comme dépositaire et distributeur de fonds pour le compte de Lipman.

» On peut se demander si un magistrat qui s'intéresse dans plusieurs syndicats industriels respecte l'article 179 de la loi d'organisation judiciaire que nous citons plus haut, qui porte, entre autres, qu'il lui est défendu d'exercer aucune espèce de commerce?

\* \* \*

» On vient de voir que M. Hayoit a subi les conséquences fâcheuses de

son immixtion, en de si nombreuses occasions, dans la finance. Voici maintenant des faits regrettables dérivant des relations douteuses qu'il avait liées, à cette occasion, avec certains personnages.

» Ce Lipman, qui, dans ces affaires, a été le tentateur, avait été nommé administrateur de la Tres-Cruzes. Or, il s'est avisé de faire autographier, en mai ou en juin 1904, un prospectus destiné au lessivage de ses actions d'apport, prospectus dans lequel il exagérait audacieusement et mensongèrement l'avenir. Il y a inscrit, au pied, les noms de tous ses coadministrateurs et des commissaires, suivis de celui de M. Hayoit *comme avocat-conseil*, disait-il, de la société; de telle façon que, pour le lecteur qui ignorait le dessous des choses, ce prospectus apparaissait l'œuvre de tous ces messieurs et, en quelque sorte, *signé* par eux. M. Hayoit l'ayant appris en décembre suivant, s'est plaint. Lipman a reconnu l'abus. Mais cette affaire, quoiqu'elle commandât une protestation formelle, est restée secrète; de telle sorte que ceux qui ont reçu ou vu le prospectus ont cru à la vérité de son contenu, d'autant plus que Lipman, malgré ce méfait, a été maintenu complaisamment administrateur, quelque indignés que fussent ses collègues, et l'est encore aujourd'hui.

» D'autre part, Lipman avait pour adjuvant en Belgique, à une époque où il était au Brésil, un sieur Autchisky.

» La correspondance entre M. Autchisky et M. Hayoit révèle qu'il avait avec M. Hayoit des rapports constants et intimes et montre que celui-ci s'occupait avec activité des combinaisons à l'ordre du jour entre les parties.

» Des éléments produits par M. Hayoit lui-même attestent que lui, haut magistrat, avait, comme nous le disions tantôt, accepté d'être le dépositaire de fonds s'élevant à 44,000 francs destinés à être remis, à titre de provision et de pension, par fractions mensuelles, à des personnes désignées que Lipman avait laissées en Europe et dont il craignait les gaspillages, et qu'il a rempli ce rôle de vulgaire intermédiaire.

» Enfin, aux annexes du *Moniteur*, on voit publiée la procuration spéciale dans laquelle M. le Conseiller accepte d'être le mandataire de ce même Lipman, qui sera plus tard l'auteur blâmé et imprudent du prospectus menteur et que M. Hayoit lui-même devra qualifier « d'homme indélicat ».

\* \* \*

» Tel est le récit succinct du singulier ensemble de faits équivoques, d'incidents misérables et de relations suspectes, s'échelonnant et s'accumulant sur quatre années qui constituent la vie de finance de M. Eugène Hayoit de Termicourt, conseiller à la Cour d'appel de Bruxelles.

» Peut-on s'étonner après cela des bruits désagréables dont il a été le sujet au Palais et ailleurs? Peut-on s'en étonner alors que l'opinion, en Belgique, est si violemment excitée par les désastres qu'ont causés les sociétés anonymes? Peut-on s'étonner qu'on l'ait assimilé à ceux qui pensent trop à s'enrichir et que des protestations, parfois très vives, se soient élevées? Peut-on s'étonner que des soupçons, parfois exagérés, aient pris naissance et que des rumeurs plus graves encore aient couru sur son compte, par

exemple, celle d'avoir ouvert l'oreille au projet de Lipman de fonder une maison de jeu au Brésil, affaire dite Jacegay? Faut-il s'étonner qu'on ait rappelé, à propos de cette situation anormale si criticable, ce propos cité par Pierre Leroux : « Enrichissez-vous, honnêtement si possible, mais enrichissez-vous? »

» Et, d'autre part, quand il s'agit de ceux qui se sont fait les organes de cette clameur publique, comment auraient-ils pu échapper à quelques inexactitudes de détail alors qu'il s'agit d'une telle continuité et d'une telle complication d'actes; alors que le vrai reproche qui domine tout, le reproche indiscutablement fondé et d'une importance sociale évidente, est d'avoir intempestivement et étourdiment mêlé la finance à la magistrature, ce qui rend secondaire la manière dont cette adulation s'est réalisée dans l'une ou l'autre circonstance.

» Le public aime à croire que nos magistrats sont en dehors, ou plutôt au-dessus des manigances dont il a à se plaindre et qu'ils sont appelés à réprimer. Il a raison quand il se montre à cet égard susceptible jusqu'à la rigueur. Il a jugé M. Hayoit, le « conseiller », et non M. Hayoit, le « financier ». Et il a trouvé qu'il était du devoir du conseiller de s'abstenir d'être financier autant et peut-être plus que conseiller. La voix publique l'a dit avec véhémence, et l'on peut ajouter qu'elle a bien fait de le proclamer pour mettre un terme à cette conception déplorable du magistrat « nouveau jeu ».

\*  
\* \* \*

» M. Hayoit semble, au reste, avoir compris sa faute et le peu de convenance de sa conduite. Il a cessé, il s'est retiré. Il est rentré dans la tradition de son ordre, dont autour de lui ses collègues donnent un si constant, un si salutaire et un si noble exemple. Plut au sort, pour lui, pour l'opinion, pour la magistrature, qu'il n'en fût jamais sorti. Mais il était utile d'en raconter l'histoire pour qu'elle ne recommencât pas. C'est un devoir de presse que nous accomplissons, non sans regret, mais avec l'espoir d'avoir agi en bons citoyens. »

Le cas de M. Hayoit de Termicourt est-il unique? Non, Messieurs.

Le procès que fit M. Hayoit à l'auteur de ces lignes fut plaidé en appel devant la 1<sup>re</sup> Chambre présidée par M. Jules de le Court. Or, ce premier président de la Cour d'appel a été, lui aussi, mêlé à des affaires financières malpropres. Que l'on en juge par les faits suivants :

La Société anonyme des Glaces de Roux, ayant M. Jules de le Court comme commissaire, fut constituée en 1868. En 1892, son capital n'était que de 2,700,000 francs (5,400 actions de 500 francs, dont 600 privilégiées).

Les vingt premières années furent prospères et la société distribua un dividende de 10 p. c. en moyenne. Mais de 1893 à 1895, les Glaces de Roux traversèrent une période difficile à cause, assure-t-on, de l'infériorité de son outillage.

Pour remédier à cette situation, un emprunt hypothécaire fut contracté en 1894. L'année suivante, une assemblée décida de réduire à 250 francs la

valeur nominale des actions et, en même temps, de créer 4.400 actions privilégiées nouvelles de 250 francs, soit 1,100,000 francs, dans le but de compléter l'outillage de la société et de transformer ses installations.

De tout cela, il n'y a rien à dire.

Mais voici où l'affaire est lancée dans une autre voie : en 1896, la Société anonyme des Glaces de Roux décide de participer à la création de la Société Belgo-Russe pour la fabrication des glaces.

Dans ce but, le capital des Glaces de Roux fut encore augmenté de 550,000 francs, par la création de 2,200 actions privilégiées nouvelles, qui furent souscrites à 525 francs.

C'est l'ère de la spéculation et de l'agiotage qui commence!

Le conseil d'administration des Glaces de Roux était composé de MM. le comte du Mortier, Jules Gernaert, A. Pirlot, Aug. Peeters et N. Ferminé. Le collège des commissaires, de MM. le vicomte Cossée de Maulde, O. Flanneau et Jules de le Court, ce dernier actuellement premier président de la Cour d'appel de Bruxelles.

Dans le rapport des Glaces de Roux à l'assemblée du 6 octobre 1898, on peut lire :

« *Portefeuille.* — Plusieurs administrateurs de notre société sont administrateurs ou suppléants (1) de la Société Belgo-Russe pour la fabrication des glaces. Notre administrateur-délégué est également administrateur-délégué de cette société, et l'on sait que la direction technique de la Glacerie de Lakash est confiée exclusivement à la Société de Roux.

» Nous sommes, par conséquent, à même d'apprécier la valeur des actions qui composent notre portefeuille. »

Dans leur rapport, les commissaires, MM. J. de le Court, de Maulde et Flanneau, écrivirent :

« Nous avons examiné en détail l'établissement et la marche de la Société Belgo-Russe, et nous ne pouvons que confirmer l'appréciation du conseil d'administration quant à l'influence heureuse que cette filiale exercera sur la prospérité de notre société. »

La Société de Roux aida donc à constituer la Belgo-Russe, en souscrivant pour 550,000 francs de titres de cette dernière. Elle reçut, en outre, à titre d'apports — concours technique et études — 900 actions de 500 francs entièrement libérées.

Au bilan de la Belgo-Russe, du 30 juin 1898, les apports sont portés à l'actif pour 412,500 roubles, dont 168,750 roubles pour études et plans et 107,166 roubles sous la rubrique : Population ouvrière!!!

Ce bilan, qui indique comme capital social 6,500,000 francs, accuse un bénéfice de 64,973 francs, soit moins de 1 %.

Mais revenons à la Société des Glaces de Roux et suivons sa marche depuis la création de sa filiale la Belgo-Russe.

(1) *L'Annuaire du monde financier* de 1901-1902, de M. Richard Colfs, cite comme administrateurs suppléants les noms de MM. Jules de le Court, Pirlot et Charlier.

Dans le rapport à l'assemblée des actionnaires du 1<sup>er</sup> octobre 1896, il est dit :

» On constatera que notre souscription et les actions ordinaires complè-  
» tement libérées que nous avons reçues comme apports dans la Société  
» Belgo-Russe, ne sont portées qu'au pair au bilan établi le 31 août 1896 et  
» reproduit ci-après ; cependant, dès le commencement de juillet déjà, ces  
» titres se négociaient à Saint-Petersbourg à raison de 25 % de prime.

» En réalité, nos 450,000 francs d'apports constituent pour la Société des  
» Glaces de Roux un véritable bénéfice. »

Le bilan officiel des Glaces de Roux porte la date du 30 juin. Mais le conseil d'administration intercale dans son rapport un autre bilan arrêté au 31 août suivant, dans lequel il fait figurer au portefeuille 900 actions d'apports et les évalue 450,000 francs. Ce bilan de deux mois clôture ainsi avec un bénéfice de 590,824 francs et 14 centimes. Mais ce bénéfice énorme n'est dû qu'à ce fait extraordinaire de porter comme *bénéfice une valeur-papier*, seulement estimable et digne d'une mention *pour mémoire* ou en portefeuille.

Au bilan suivant, 30 juin 1897, la Société des Glaces de Roux porte à nouveau au crédit de son compte profits et pertes, les 450,000 francs provenant du papier reçu en apports de la Belgo-Russe. Le bénéfice atteint ainsi 1,254,111 francs, qui permet de faire la distribution suivante :

Intérêts et obligations . . . . .	fr. 106,572 79
Amortissement et réserves . . . . .	743,976 93
Administrateurs et commissaires. . . . .	71,930 85
Dividendes . . . . .	288,000 »

Au bilan du 30 juin 1898, les 900 actions d'apports de la Belgo-Russe, n'ayant rien coûté à la Société de Roux, et les 1,275 actions payées 500 francs, sont estimées au portefeuille à raison de 800 francs l'une, soit en tout 1,740,000 francs, alors que la Société n'a déboursé que 600,000 francs.

Le bénéfice brut est estimé à 760,577 francs, dont 302,500 francs sur portefeuille, alors cependant que le bilan de la Belgo-Russe, à la même date du 30 juin 1898, ne signale qu'un bénéfice de 64,973 francs ! Or, le portefeuille des Glaces de Roux ne contient que des actions de la Belgo-Russe. Il est vrai qu'elles sont évaluées à 800 francs, alors qu'à la même époque la Banque de Bruxelles, qui en possède aussi, les évalue à son portefeuille à 500 francs seulement.

La Société de Roux distribua alors 198,000 francs de bénéfices à ses actionnaires, soit 7 p. c. aux actions privilégiées et 6 p. c. aux actions ordinaires. Les commissaires, MM. Jules de le Court, Cossée de Maulde et O. Flanneau, approuvent cette répartition ; ils disent dans leur rapport :

» Nous avons examiné en détail l'établissement et la marche de la Société  
» Belgo-Russe, et nous ne pouvons que confirmer l'appréciation du Conseil  
» d'administration quant à l'influence heureuse que cette filiale exercera sur  
» la prospérité de notre société ».

Il ressort de ce qui précède qu'à partir de 1896, la Société des Glaces de Roux cessa d'avoir un caractère purement industriel et fut emportée, comme tant d'autres hélas! dans le courant des affaires russes, et que pour sauver sa situation qui était devenue mauvaise, industriellement parlant, elle gonfla démesurément son avoir réel, distribua des bénéfices qui ne ressortaient au bilan qu'en portant à son actif les actions de la Belgo-Russe à des prix élevés, prix dus seulement à l'agiotage produit à la Bourse sur ces actions.

En 1899, la Société des Glaces de Roux fait une nouvelle émission de 2.000 actions de 250 francs dans le but de fabriquer de la *marmorite*, une contrefaçon du marbre.

Voilà donc son capital augmenté d'un demi-million de francs.

Pendant ce temps, la Belgo-Russe va de mal en pis. Nous avons dit déjà que son bilan de 1898 n'accuse que 64,973 francs de bénéfices, alors que son capital est de six millions et demi, soit à peine 1 %.

Le bilan de 1901 solde par une perte de 1,527,546 francs et 519,151 francs de frais à amortir.

Voici les cours faits par les actions de la Belgo-Russe :

	30 juin.		31 décembre.
1898 . . . . . fr.	915 »		805 »
1899 . . . . .	740 »		417 »
1900 . . . . .	130 »		135 »
1901 . . . . .	90 »		82 »
1902 . . . . .	48 75		20 »

C'est la débâcle, rapide, vertigineuse!

Et cependant, dans une brochure imprimée en 1900 à l'Imprimerie des Travaux Publics de Bruxelles, sur la marche de la Belgo-Russe, on peut lire :

« Les actions de la Société Belgo-Russe ont fait l'objet de nombreuses » transactions.

» On a négocié ce titre à la Bourse à 190 % de sa valeur nominale, au » moment de la mise en marche des usines... »

Qui avait fait monter ces titres à la Bourse, *avant qu'un centime de bénéfice pût être réalisé*, puisque la Belgo-Russe ne fonctionnait pas?

Qui?...

La débâcle de la Belgo-Russe devait entraîner fatalement celle des Glaces de Roux, surtout après les bilans que l'on sait et dans lesquels les actions de la Belgo-Russe jouaient le rôle de la poule aux œufs d'or, mais une poule qui ne pondait rien!

C'est ce qui arriva.

Le 7 août 1901, les actionnaires des Glaces de Roux étaient convoqués en assemblée générale.

Le rapport du Conseil d'administration parle de la crise industrielle dont la Société est victime. La Société de Roux a arrêté sa fabrication depuis juillet.



Cette assemblée du 7 août décida :

« 1° De réduire le capital des Glaces de Roux de 3,058,750 francs à 1,223,500 francs;

» 2° D'émettre des obligations pour 500,000 francs;

» 3° D'émettre des actions privilégiées de façon à porter le capital à 1,500,000 francs ou 2 millions. »

Mais il n'y avait rien à faire!

Le bilan de 1900 avait accusé une perte de 551,000 francs; celui de 1901, une perte de 662,129 francs.

Au bilan du 30 juin 1900, les actions de la Belgo-Russe, que les Glaces de Roux possédaient en portefeuille, sont évaluées *au pair*, c'est-à-dire à 500 francs, alors qu'on les cotait en Bourse à 150 francs!

Mais voici mieux encore :

Le *Moniteur* du 25 octobre 1901 publie un double bilan des Glaces de Roux, le premier arrêté au 30 juin 1901 et le second au 31 août de la même année.

Au bilan du 30 juin, les actions de la Belgo-Russe, que les Glaces de Roux possèdent en portefeuille, sont portées pour 1,138,000 francs. Au bilan du 31 août, c'est-à-dire deux mois plus tard, ces mêmes actions ne sont plus portées que pour 200,000 francs, soit 948,000 francs en moins !!!

Le capital au 30 juin est encore de 3,500,000 francs; il est réduit à 1,037,500 francs au 31 août.

N'est-ce pas fantastique?

Chose bizarre, aucune signature ou aucun nom, pour être plus exact, ne figure au bas de ces deux bilans.

Le conseil d'administration et le collège des commissaires ont-ils été changés? Nous n'avons rien trouvé à ce sujet au *Moniteur*. Quant à l'*Annuaire des relations du Monde financier* pour 1900-1901, il relate les noms des mêmes membres du conseil d'administration que nous avons déjà cité, et les mêmes commissaires, sauf M. Jules de le Court; mais celui-ci figure dans le même *Annuaire* en qualité d'*administrateur-suppléant* de la Belgo-Russe.

Après la publication de ces deux bilans des Glaces de Roux, la débâcle continue.

Au mois de décembre 1901, la dissolution et la liquidation de la Société sont votées (1).

(1) *Actions* (A) des Glaces de Roux, cote de la Bourse au 31 décembre :

	ACTIONS	
	Privilégiées.	Ordinaires.
1895 . . . . .	245 »	180 »
1896 . . . . .	342 »	360 »
1897 . . . . .	355 »	310 »
1898 . . . . .	390 »	382 50
1899 . . . . .	270 »	243 »
1900 . . . . .	94 50	80 »
1901 . . . . .	30 »	15 »

(A) Nous ne parlons pas des *obligations*.

Sont nommés liquidateurs : MM. Jules Gernaert et Charles de Herbais. Ils sont autorisés à prélever pour honoraires 500 francs par mois, chacun, et sont dispensés de faire un inventaire.

Le 30 juin 1901, l'actif de la Société figurait au bilan pour la somme de 5 millions et demi. L'usine de Roux a été vendue récemment pour moins d'un demi-million !

Et voilà comment finit la lamentable histoire de la Société des Glaces de Roux !

Voilà donc un haut magistrat, le premier président de la Cour d'appel de Bruxelles, compromis dans deux affaires qui ont ruiné leurs actionnaires, et c'est ce magistrat qui présida la Cour chargée de donner son avis sur le cas de M. Hayoit de Termicourt débouté de son action devant la 2<sup>e</sup> chambre du Tribunal de première instance !

Bien plus, l'avocat général qui requit dans cette même affaire, M. de Puelle de la Nieppe, est lui aussi commissaire dans la Société des Cristalleries du Val-Saint-Lambert et liquidateur de la Société des Glaces de Sainte-Marie-d'Oignies.

Or, les faits concernant MM. Hayoit de Termicourt et Jules De Le Court ont été rendus publics et M. le Ministre de la Justice n'a pas bougé ! Il a estimé que la compromission de magistrats dans des affaires aussi malpropres que les Sociétés des Mines d'or, des Glaces de Roux et de la Belgo-Russe n'est pas répréhensible, ne mérite pas une peine disciplinaire !

Les honnêtes gens de tous les partis blâment cette attitude, et je crois être leur organe à tous en déposant ma proposition de loi qui, votée, empêchera désormais le retour de faits semblables. La magistrature belge, dans son ensemble, applaudira à mon initiative, car elle doit souffrir dans sa dignité de voir certains de ses membres pouvoir impunément se livrer à ces pratiques financières regrettables. La presse, qui ne se laisse pas guider par un étroit esprit de parti, défendra, elle aussi, la proposition que je sou mets avec confiance à l'appréciation de la Chambre.

Louis BERTRAND.

---

**PROPOSITION DE LOI.****ARTICLE PREMIER.**

L'article 179 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire est modifié comme suit :

ART. 179. — Il est interdit, sous les peines disciplinaires, à tout magistrat de l'ordre judiciaire, d'exercer soit par lui-même, soit sous le nom de son épouse, ou par toute autre personne interposée, aucune espèce de commerce, d'être agent d'affaires ou de participer à la fondation, à la direction, à l'administration ou à la surveillance de toute société ou établissement industriel, commercial ou financier.

Le Gouvernement pourra, dans des cas particuliers, relever de cette interdiction les greffiers et les commis greffiers.

**ART. 2.**

La présente loi sera exécutoire le lendemain de sa publication au *Moniteur*. Toutefois, les magistrats qui se trouvent dans l'un des cas énoncés à l'article précédent auront deux mois, à partir de cette publication, pour se conformer aux prohibitions qu'il porte.

**WETSVOORSTEL.****EERSTE ARTIKEL.**

Artikel 179 der wet van 18 Juni 1869 op de rechterlijke inrichting wordt gewijzigd als volgt :

ART. 179. — Op straffe van de voorziene tuchtmiddelen, is het aan elken magistraat van de rechterlijke macht verboden hetzij zelf, hetzij op den naam van zijne echtgenootte of door tusschenkomst van welken persoon ook, om 't even welk soort van handel te drijven, zaakwaarnemer te zijn of deel te nemen aan de oprichting, het bestuur, het beheer van eenige vennootschap of inrichting van nijverheid, handel of finacie, of daarover toezicht uit te oefenen.

De Regeering kan, in bijzondere gevallen, de griffiers en commies-griffiers van dat verbod ontheffen.

**ART. 2.**

Deze wet zal in werking treden daags na hare afkondiging in het Staatsblad. Echter hebben de magistraten, die zich bevinden in één van de gevallen bij het vorig artikel voorzien, twee maanden, te rekenen van die afkondiging, om zich te schikken naar de verbodsbepalingen daarin vervat.

LOUIS BERTRAND.

É. VANDERVELDE.

G. LORAND.

FÉLIX CAMBIER.

J. DESTREE.

L. MEYSMANS.

(20)

(1)

( Nr 223. )

## Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 24 JULI 1903.

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 179 der wet van 18 Juni 1869 op de rechterlijke inrichting.

### TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Nooit was de behoefte aan genot, het bejag op fortuin zoo hevig als heden. Gouddorst schijnt thans de meest verspreide zedelijke ziekte te zijn bij zekere standen der samenleving. Zij baarde speeldrift, weddenschappen bij paardenrennen die zooveel verwoestingen aanrichtten en waartegen de Belgische wetgever nog onlangs strenge maatregelen nam.

Om zich te verrijken zonder te werken, wendt men vroeger onbekende middelen aan. Onze wet op de vennootschappen begunstigt op zonderlinge wijze de financiemannen en het gerecht laat soms ongehoorde handelingen ongestraft.

Het schijnt heden moeilijk financieuzaken aan te raken, zonder soms onwillens steeds onkiesche en vaak oncerlijke middelen aan te wenden.

Talrijk en onbetwistbaar zijn de misbruiken.

In afwachting dat de wet op de vennootschappen herzien wordt, om voortaan handelingen waar alle eerlijke lieden terecht tegen opkomen, onmogelijk te maken, om 's volks spaarpenningen te beschermen, om een einde te stellen aan de schandalen van de financiewereld, zijn andere maatregelen dringend noodig, en wel deze : aan de leden der rechterlijke macht verbieden om 't even in welke mate deel te nemen aan het beheer, het bestuur van of het toezicht over nijverheids-, handels- of financievennootschappen.

Ziedaar het doel van het wetsvoorstel dat wij de eer hebben aan de Kamer te onderwerpen.

I

De Belgische regering heeft sedert lang, bij monde van verscheidene harer ministers, niet alleen hare betrekkelijk goed betaalde ambtenaren, maar ook hare bedienden en werklieden verboden handel te drijven, zich

in te laten met het bestuur van of het toezicht over nijverheids- of financievennootschappen, en iedereen juichte die maatregelen toe.

De hoofden van alle ministeriën namen soortgelijke maatregelen. Wij halen hier den tekst aan van het koninklijk besluit in zake van onvereinbaarheid, toegepast op de ambtenaren bij het ministerie van financiën, die overigens dezelfde is voor alle ministeriën :

« ART. 24. — De ambtenaren of bedienden der middenbesturen mogen niet te gelijkertijd eenig ander ambt waarnemen, bezoldigd door Staat, provincie, gemeente of openbare besturen.

» Het is hun verboden eenig bij verkiezing opgedragen ambt te aanvaarden, eenig winstgevend beroep uit te oefenen, welken handel ook te drijven, hetzij zelven, hetzij op naam van hunne vrouw of van om 't even welken anderen tusschenpersoon, of deel te nemen aan het bestuur of aan het beheer van welke vennootschap of nijverheidsinrichting ook.

» In bijzondere gevallen kan de minister het verbod heffen, door bovenstaande twee paragrafen gedaan. »

Eene dienstorder n<sup>o</sup> 277 van 16 December 1898 voor het Ministerie van Spoorwegen, Posterijen en Telegrafen, herinnert eene vroegere ministerieele beslissing welke luidt als volgt :

« 1. — Ambtenaren, bedienden of werklieden in werkelijken dienst mogen niet te gelijkertijd eenig ander ambt waarnemen, bezoldigd door Staat, provincie, gemeente, openbare of private besturen.

» Het is hun verboden eenig bij verkiezing opgedragen ambt te aanvaarden, eenig winstgevend beroep uit te oefenen, welken handel ook te drijven hetzij zelven, hetzij op naam van hunne vrouw of van om 't even welke anderen tusschenpersoon, of deel te nemen als *beheerder*, *commissaris*, enz., aan het *bestuur*, aan het *beheer* van of het *toezicht* over vennootschappen, nijverheids- of handelsinrichtingen.

» In bijzondere gevallen kan de Minister van dit verbod ontslaan (§ 4). »

Gij zult bemerken, Mijne Heeren, dat de nieuwe tekst dien ik voorstel voor artikel 179 der wet op de rechterlijke inrichting, sterk gelijkert aan dien voor de ambtenaren bij 't Ministerie van Spoorwegen, Posterijen en Telegrafen, en hier mag de vraag oprijzen, welke goede redenen kunnen worden aangevoerd tegen instemming met mijn wetsvoorstel.

## II.

Zijn er, Mijne Heeren, Staatsambtenaren wier eerlijkheid boven alle verdenking moet staan, zoo zijn het voorwaar de magistraten die recht hoeven te spreken en aldus beschikken over de vrijheid en de eer der burgers.

Voor hen kan geen eenvoudige ministerieele omzendbrief, geen koninklijk besluit de onvereinbaarheid bepalen, welke is verbonden aan het ambt van magistraat. Eene wet regelt die kiesche zaak.

Artikel 179 der wet van 18 Juni 1869 op de rechterlijke inrichting luidt als volgt :

« ART. 179. — Op straffe van de voorziene tuchtmiddelen, is het aan elken magistraat van de rechterlijke macht verboden hetzij zelf, hetzij op

den naam van zijne echtgenote of door tusschenkomst van welken persoon ook, om 't even welk soort van handel te drijven, zaakwaarnemer te zijn of deel te nemen aan de oprichting, het bestuur, het beheer van eenige vennootschap of inrichting van nijverheid, handel of finacie, of daarover toezicht uit te oefenen.

» De Koning kan, in bijzondere gevallen, de griffiers en commies-griffiers van dat verbod ontheffen. »

Deze bepaling dagteekent wel is waar niet van 1869. Zij is ouder. Dat verklaarde de heer Orts, verslaggever over de wet van 1869, ter Kamer, in bewoordingen welke het niet ongepast is te herinneren :

« In zake van tucht voor de magistraten, voert het ontwerp niets nieuws in: het ordent slechts bestaande bepalingen. Het zou kwalijk passen dat punt aan te raken en als minder dringend onverlet te laten, wat ondergeschikte bedienaren van het gerecht betreft. Laat ons overigens niet vergeten dat de openbare macht gewapend is, en met een rechtmatig gevoel van fierheid mag worden gezegd dat het besef van eigenwaarde, van zelfeerbied, van plicht, dat 's lands magistratuur in zoo hooge mate kenmerkt, het tuchtwapen in de scheede liet roesten. Niets dringt tot het smeden van nieuwe wapens (1). »

Sprak de heer Orts waarheid in 1869, is dat heden nog het geval? Uit een onlangs gevoerd rechtsgeding blijkt het tegendeel. Doch het tuchtwapen waarover de heer Minister van Justitie beschikt, blijft in de scheede steken, en zekere magistraat, die, naar de meening zelve zijner ambtgenooten « gemoeid was in financiezaken, op zulke wijze dat hij zich blootstelde aan opspraak verwekkende toestanden en kwaadwillige beoordeelingen (2) », ontsnapt aan elken maatregel van tucht en blijft zijn rechterszetel bekleeden.

Dit is zoo, omdat het achtbaar hoofd van 't Ministerie van Justitie acht dat de handelwijs van den raadsheer Hayoit de Termicourt niet strijdt met artikel 179 der wet over de rechterlijke inrichting, en in dit geval komt het ons onontbeerlijk voor, die wet te herzien en aan te vullen.

Doch vooraleer feiten aan te halen die het aanbieden van mijn wetsvoorstel wettigen, schijnt het mij nuttig de omstandigheden te herinneren, waaronder de bepaling van artikel 179 tot stand kwam, alsmede de uitleggingen waartoe bedoeld artikel aanleiding gaf tijdens de behandeling in Kamer en Senaat.

't Is in 1844 dat de heer d'Anethan, Minister van Justitie, ter Kamer een wetsontwerp overlegde, betreffende de jaarwedde der leden van de rechterlijke macht.

Het ontwerp beoogde aan de magistraten eene behoorlijke jaarwedde te verleen, hun toelatende te bestaan, zonder zich te moeten inlaten met verrichtingen welke men onvereinbaar verklaarde met hun verheven ambt. 't Is de Middenafdeeling der Kamer die, benevens de tabel der jaarwedden, in de wet een hoofdstuk opnam, betreffende de onvereinbaarheid en het gelijktijdig bekleeden van verscheidene betrekkingen.

(1) Oorkonden der Kamer. Zittingsjaar 1866-1867, blz. 189.

(2) Arrest van het Hof van beroep te Brussel, 10 Juni 1905, in zake Eug. Hayoit de Termicourt tegen Louis Bertrand.

Artikel 15 van bedoeld ontwerp, dat artikel 179 der wet van 1869 op de rechterlijke inrichting werd, is verschillend beoordeeld en opgevat geworden. Al de leden, die zoowel in de Senaat als in de Kamer deel namen aan de bespreking van dit ontwerp, vonden goed dat het den magistraten verboden zou wezen zich in te laten met het bestuur of het beheer van nijverheidsvennootschappen. Ook zij — behalve de toenmalige minister van Justitie — achtten dat het verbod algemeen moest zijn.

't Komt ons belangwekkend voor, hier eenige uittreksels uit die beraadslaging aan te halen :

« De heer DELEHAYE, *verslaggever*. — De Kamer herinnert zich wellicht dat drie jaar geleden in België een algemeene kreet van afkeuring oprees tegen het meerendeel der toen gevormde vereenigingen die, het hoeft te worden gezegd, op 's lands fortuin teren. Ongelukkiglijk trof men in die vereenigingen vele namen aan van magistraten. Door dat ergerlijk feit gedrongen, achtte de Middenafdeeling het zich tot plicht, om een einde te stellen aan dat misbruik, in het wetsontwerp deze bepaling te lasschen waaraan de voorganger van den huidigen heer Minister van Justitie niet had gedacht.

» *Het had verontwaardiging gebaard dat magistraten openlijk partij kozen voor vereenigingen die de algemeene goedkeuring niet hadden verworven.*

» Wij waren, ik herhaal het, onder den indruk van die beschouwing; wij dachten dat 's lands waardigheid en die van de magistratuur vereischte een einde te stellen aan zulk bedroevend feit; wij achtten het beste middel daartoe, in de wet dienaangaande eene bepaling op te nemen.»

. . . . .

« Wanneer de magistratuur zich in haar aanzien gekrenkt gevoelt door het handelsbedrijf van een harer leden, zal men onderzoeken of die handel gedreven wordt door den bewusten persoon, dan wel of een tusschenpersoon voor hem handelt. Er dient vooral rekening te worden gehouden met de waardigheid der magistratuur, door den achtbaren heer Castiau hier zoo warm verdedigd, en welke wij willen handhaven. Derhalve moet de Kamer zich in deze hoegenaamd niet laten afschrikken door de bepalingen waarop werd gewezen; 't zal nooit iemand anders gelden dan lieden die tot de magistratuur behooren en inbreuk zouden maken op het aanzien van het korps waartoe zij behooren. Zij zullen door hunne gelijken worden beoordeeld.

» Ik wil een voorbeeld aanhalen : algemeen was het in de provincie Luik gekend dat een magistraat zaken dreef op den naam zijner vrouw. Sedert onderhavig artikel werd opgesteld, meende die overigens heel achtbare magistraat, om zijner waardigheids wille zijnen handel niet te mogen voortzetten en zag er voorgoed van af. »

» *De heer Minister van Justitie*. — Wat wil de wet ? Dat magistraten zich onthouden van allen handel en dit verbod niet kunnen ontduiken door tusschenpersonen aan te stellen...

» Dus is het aan magistraten verboden zaakwaarnemer te zijn (het geldt hier geene tusschenpersonen meer) en deel te nemen aan het bestuur of aan het beheer van welke vennootschap of nijverheidsinrichting ook.

» Mijn gevoelen is, dat zoo bij voorbeeld een magistraat eene vrouw



huwt die een aandeel heeft in eene nijverheidsinrichting men niet mag eischen dat die magistraat het aandeel verkoopt hetwelk zijne vrouw in die vennootschap bezit.

» *De heer Fleussu.* — Hij kan zelf daarin een aandeel hebben.

» *De heer Minister van Justitie.* — Doch ik meen dat hij voortaan de vennootschap niet mag beheeren of besturen. De wet verbiedt het hem. Dat verbod dient gehandhaafd maar niet uitgebreid te worden tot den eigendom. De magistraat mag aandeelhouder blijven..... »

Het wetsontwerp werd met overgrootte meerderheid door de Kamer goedgekeurd.

. De Senaats-commissie wijzigde bewust artikel, om het duidelijker te maken. Zij beweerde dat het door de Kamer goedgekeurd artikel geen onderscheid maakte tussehen de al of niet *bezoldigde* betrekkingen en stelde dienvolgens het aldus luidende amendement voor :

« Het is aan alle leden der magistratuur verboden, hetzij als bestuurder-zaakvoerder, hetzij als *bezoldigd* beheerder, deel te nemen aan het beheer van om 't even welke vennootschap of nijverheidsinrichting. »

De heer de Rouillé bestreed dat amendement en herinnerde de woorden van baron de Royer, zeggende : « Wanneer men het door de Commissie gewijzigd artikel wil ontduiken, zal men den zaakvoerder, den agent, den beheerder eene vergoeding schenken en zal hij als niet *bezoldigd* worden beschouwd. Men heeft reeds misbruik gemaakt van het woord *bezoldigd*. »

't Was er dus wel om te doen aan magistraten te verbieden elk ander *bezoldigd* ambt te aanvaarden.

De heer de Renesse beaamde het door de Kamer goedgekeurd artikel en vond het zeer redelijk. « Men onttrekt den magistraten, zegde hij, niet het recht om aandeelen te bezitten evenals elk ander privaat persoon, in welke vennootschap ook, *maar men wenscht dat zij zich hoegenaamd met geen beheer inlaten.* »

De heer de Macar deelde die meening niet en verklaarde dat het verregaande strengheid was « eenen eigenaar de vrijheid te willen ontzeggen toezicht over zijne eigene zaken te houden ». Ziedaar, volgens den heer de Macar, het gevolg en de beteekenis van het den Senaat onderworpen artikel, en daarom stemde hij in met het amendement der Commissie, die den magistraten enkel wilde verbieden *bezoldigde* ambten waar te nemen.

Verder dringt de heer de Macar herhaaldelijk aan en zegt hij dat het is om de misbruiken te vermijden die zouden voortvloeien uit de wijze waarop rechterlijke lichamen de wet zouden uitleggen, dat hij zich vereenigt met het amendement der Commissie, waarbij alleen *bezoldigde* ambten worden verboden.

De heer d'Anethan, Minister van Justitie, dacht er anders over en verklaarde dat « voor feiten in den aard als die welke men wil verbieden, men ietwat onbepaalds moet overlaten, *om ze alle te kunnen treffen* ».

Welnu, zoo heden ten dage magistraten zich inlaten met financiezaken, wil de Minister van Justitie, verre van ze allen te treffen, ze allen verschoo-

nen, en antwoordt op bepaalde vragen door eene formule welke kan samengevat worden in deze woorden : « Dat hangt af van de gevallen ! »

Ter Kamerzitting van 23 Juni 1903, had ik den achtbaren heer Van den Heuvel, Minister van Justitie, de volgende vraag gesteld :

« Verscheidene uwer collega's hebben de ambtenaren van hun ministerie verboden deel uit te maken van nijverheids-, handels-, of financieemaatschappijen, niet alleen als beheerder maar ook als commissaris.

» Artikel 179 der wet van 18 Juni 1869 op de rechterlijke inrichting verbiedt aan de leden van de rechterlijke macht deel te nemen aan het beheer of het bestuur van welke vennootschap of welk nijverheidsgesticht ook.

» Mogen, niettegenstaande dat artikel, magistraten commissaris zijn van eene naamlooze vennootschap, zelfs wanneer de statuten dier vennootschap een algemeen raad aanstellen, waarvan de commissarissen lid zijn en die kan gelast worden uitspraak te doen over allerhande vraagstukken betreffende het beheer der vennootschap, namelijk over de gepastheid en de voorwaarden van het inrichten van filiale vennootschappen, over de wijze om er voordeel uit te trekken door het vergoeden van raadselachtige aandelen, enz.

» Mogen, van een anderen kant, magistraten, zonder den titel te nemen van beheerder eener nijverheids- of financievennootschap, feitelijk het ambt er van uitoefenen, door alle vergaderingen van den beheerraad der vennootschap bij te wonen, en deel te nemen aan zijne beraadslagingen? »

En ziehier het antwoord dat de heer Minister van Justitie mij gaf ter zitting van 30 Juni :

« Op de twee vragen van den heer Bertrand dient te worden geantwoord, dat de feiten en omstandigheden in elk bijzonder geval moeten onderzocht worden, opdat men zou kunne nagaan of zij eene werkelijke en rechtstreekse inmenging in het beheer der vennootschap uitmaken. »

De (katholieke) Minister van Justitie in 1843 keurde het ietwat onbepaalde in het artikel der wet goed, *ten einde*, zegde hij, *al de schuldigen te kunnen treffen*. Die van 1903 steunt op het onduidelijke van het artikel om *al de schuldigen te versoonen*.

Onder zulke omstandigheden, acht ik het tijd om te handelen en onontbeerlijk het verbod voor de magistraten, om zich in te laten met nijverheids- of financie-zaken, algemeen te maken, wat overigens het geval is voor andere ambtenaren van den Staat, en aldus een einde te stellen aan de laakbare inschikkelijkheid van een minister die, door te weigeren een magistraat te treffen, eene onverdiende verdenking laat drukken op de gansche instelling.

Derhalve dient het volgende vraagstuk te worden opgelost :

Is het, naar luid van artikel 179 der wet op de rechterlijke inrichting, een magistraat toegelaten commissaris te zijn van eene naamlooze of andere vennootschap, zelfs wanneer de statuten dier vennootschap een algemeen raad aanstellen, die kan gelast worden uitspraak te doen over allerhande punten betreffende het beheer der vennootschap ?

Daartegen zal men zeker inbrengen het uittreksel uit eene redevoering, op 13 Maart 1845 in den Senaat uitgesproken door den heer d'Anethan.

Ziehier dat uittreksel :

« ... 't Is dus klaar dat magistraten eenvoudig toezicht mogen uitoefenen, maar ook als commissaris of onder welken anderen naam ook, lid mogen zijn van de beheerraden, *wel te verstaan indien het recht om in die raden benoemd te worden voortvloeit uit de hoedanigheid als aandeelhouder, en indien deze raden het werkelijk beheer der vennootschap niet voeren.* »

Daar voegt hij onmiddellijk bij :

« Thans beperkt het artikel uwer Commissie het verbod tot de ambten van bestuurder-zaakvoerder en bezoldigd beheerder; deze beperkingen schijnen mij niet aannemelijk, want zij veroorloven dat het verbod wordt ontdoken; zonder bestuurder-zaakvoerder of bezoldigd beheerder te zijn, kan men evenwel eene vennootschap beheeren of werkelijk deel nemen aan het beheer daarvan; zonder vaste jaarwedde, kan men zooveelsten op de winsten trekken, die eene jaarwedde evenaren en zelfs overtreffen.

» Derhalve is de bijvoeging nutteloos om het artikel uit te leggen. Zij zou zelfs bezwaren opleveren, zooals ik het daareven bewees. »

In de meening van den heer d'Anethan was het dus wel klaar, dat magistraten geen voordeel mochten trekken uit eene plaats van commissaris bij eene nijverheidsvennootschap. Dat had hij reeds ter Kamer gezegd op voorgaanden 31<sup>n</sup> October, toen hij verklaarde : « ... Zij (de magistraten) hebben zich *uitsluitend* bezig te houden met hun ambt; hunne jaarwedde moet voor hen voldoende zijn; alle nijverheid, alle handel is hun ontzegd... »

Overigens, Mijne Heeren, welke ook de juiste beteekenis zij van artikel 179, is het ontstaan van misbruiken voldoende tot het wettigen van den nieuwen tekst, waarvoor wij uwe goedkeuring vragen.

### III.

Bestaan die misbruiken? Hebben magistraten zich in opspraak gebracht door financiezaken, zonder dat de Minister van Justitie gemeend heeft beteugelend te moeten optreden?

Zoo ja, zooals wij hopen het te bewijzen, is het dan niet hoogdringend ons wetsvoorstel toe te treden?

Ja, Mijne Heeren, er ontstonden misbruiken. Ja, er zijn magistraten die zich werkelijk inlieten met financiezaken die schandaal verwekten.

Ziehier bepaalde feiten. Het geldt eerst en vooral het geval van den heer Hayoit de Termicourt, raadsheer bij het Hof van Beroep te Brussel, die werkelijk betrokken was in het stichten en beheeren van onderscheidene vennootschappen, wier aetief op korten tijd aanzienlijk verviel, een bewijs dat de inbreng buitengewoon overdreven werd.

Ziehier wat dienaangaande verklaard werd door M<sup>er</sup> Edmond Picard voor de 1<sup>ste</sup> Kamer van het Hof van Beroep te Brussel :

« Wie weet niet dat, in deze laatste jaren, België zich berucht maakte door eene plaag van speculatie, bron van deze drie rampen, die gelijkstaan met

pest, hongersnood en oorlog van voorheen : ondergang van 's volks spaarpenningen, verval van het krediet, krenking van 's lands goede faam?

» 't Is vooral door het stichten van naamlooze vennootschappen dat die bedroevende uitslagen ontstonden.

» Die vennootschappen, welke naar den zin der wetgevers overeenkomsten tot onderlinge hulp moesten wezen en nijverheid en handel bevorderen, zijn overeenkomsten tot plundering geworden en vernuftige en schrikkelijke « *beroovingswerktuigen* ».

» De verrichting is heel eenvoudige : men sticht bij voorbeeld eene zoo-gezegde « *studiemaatschappij* ». Deze verschaft zich concessies in onderscheiden landen. Een voor een worden die vergunningen afgestaan aan bijkomende vennootschappen, tegen overdrevene voordeelen in titels of in geld, voortaan *slokkeerdeel* of « *doopsuiker* » geheeten, dat de aanbrengrers onder een verdeelen « *volgens hunne bijzondere overeenkomsten* » en zorgen zoo spoedig mogelijk « *uit de voeten te maken.* » Ten ware eene schielijke crisis hen mat zet, gelukt het hun schier altijd. Die bijkomende vennootschappen, van den beginne af beladen met lasten buiten alle verhouding, zijn « *waterhoofdlijders* », gedoemd tot een vroegen dood, tot « *springen* », volgens de onbeschaamde Beurstaal.

\* \* \*

« De bevorderaars van soortgelijke zaken, zijn meesttijds uitlandsche afzetters, die in België onnoozele borgblijvers vinden, door hunne kwakzalverij verlost, en wier achtbare namen, behendig gegroeped, tot lokspiegel dienen. Meesttijds vermoeden zij zelve niet eens welke rooversrol men hun opdraagt.

» Doorgaans zijn het lieden die tot de hooge standen behooren, of politieke mannen, ziekelijk bezorgd om hunne geldmiddelen te vermeerderen, want wie bezit de kunst heden tendage vreedzaam rijk te zijn!

\* \* \*

» Tot hiertoe ontweek de magistratuur financieele ondernemingen. Ten allerhoogste wilde wel een of andere harer leden bij een ernstig en volkomen veilig vennootschap op eerlijke en wettelijke wijze de rol van commissaris vervullen.

» Thans echter is een raadsheer bij het Hof van Beroep te Brussel afgeweken van die omzichtigheid, welke zoo goed strookt met de overleveringen en de waardigheid zijner orde.

» Het geldt den heer Eugène Hayoit de Termicourt, wien, slechts rekening houdende met hetgeen zichtbaar was voor het publiek, en ongeminderd den waarschijnlijksten nasleep van wat niet is geweten, de volgende wrange nasmaak werd voorbehouden :

\* \* \*

» Sedert 1899, ten minste, en nagenoeg vier jaar lang, was hij gemoeid in eene reeks gevallen, welke men kan dulden en zelfs natuurlijk vinden bij

een financieelman; waarvan sommige wellicht zelfs aan te nemen zijn bij een magistraat. zoo zij op zichzelf bestonden, doch welker veelvuldigheid in den geest van iedereen deze uitroeping zal doen opwellen: Voor een lid van een Hof van Beroep is het waarlijk al te veel! Wat zou er immers worden van de voortreffelijke faam dier Hoven, moesten bewuste handelingen er algemeen worden.

» Zoo wij er over spreken, is het juist omdat het kwaad bij zijn ontstaan hoeft te worden gestremd. De openbare meening binnen en buiten het Paleis van justitie is er uiterst over ontroerd geworden.

» Laat ons nader bepalen, ons stipt houdende aan het onbetwistbare. »

\* \*  
\* \*

» Reeds in 1899, blijkt de heer Eugene Hayoit de Termicourt in betrekking te zijn met zekeren Leopold Lipman, die samen met een heerschap Knage, in 1898 eene vereeniging had aangegaan voor het uitbuiten van een echten reesem allerhande concessies, naar hij zegde, in Brazilië bekomen. Enkele maanden na die eerste stichting, in Maart 1899, werd die reesem ingebracht bij eene naamlooze vennootschap met name de *Belgo-Brésilienne*, waarin twaalf personen, schier allen Belgen met ronkende namen en waaronder de heer Hayoit, zich aan voornoemden Lipman plakten. 't Was een soort van zaakwaarnemerschap, dat zelf niets moest ondernemen. 't Was er enkel om te doen den reesem baat te doen afwerpen, door het stichten van zoogenaamde filiale vennootschappen. De aandelen werden verdeelbaar verklaard in tiende gedeelten, wat het inzicht kenmerkt ze het publiek aan te lappen.

» De vennootschap Lipman en Knage krijgt een « slokkersdeel » van 960 genotsaandeelen, en Lipman daarenboven persoonlijk nog 240 dier aandelen, tot vergelding van wat men toen noemde « verzekerde *mede-werking* voor de nieuwe vennootschap » (?). De heer Hayoit werd slechts tot commissaris benoemd, doch er bestaat deze belangwekkende bijzonderheid, dat in die vennootschap, de commissarissen met de beheerders EEN ALGEMEENEN RAAD uitmaken, aan wien alle vraagstukken van bestuur kunnen onderworpen worden, en wien zelfs de *vermeerdering van het kapitaal* werd opgedragen.

» Belangwekkende bijzonderheid, zeggen wij, vermits artikel 179 der wet tot inrichting van het gerecht onder bedreiging van tuchtmaatregelen, de magistraten verbiedt *deel te nemen* aan het beheer van welke nijverheidsvennootschap ook.

» Deze eerste schepping vormde achtereenvolgens zes filialen, welker opsomming heel *stichtend* is. Het valt op te merken dat de heer Hayoit, als commissaris, toezicht en nazicht over die inrichtingen had; de statuten bezigen zelfs dienaangaande eene krachtige uitdrukking, daar er in voorkomt: « *een onbeperkt recht van toezicht en nazicht over alle zaken der vennootschap* ». Dus betaamde het, schijnt het, dat de heer Hayoit bij dat toezicht en nazicht de meest nauwgezette aandacht zou aan den dag leggen alsmede alle financiële handelingen vermijden, zooals men met recht ver-

wachten mag van een zoo hooggeplaatst magistraat en van de rechtscha-  
penheid, met reden aan dat ambt verbonden.

» Ziehier bedoelde opsomming :

» 1<sup>o</sup> 20 December 1899 : stichting der Camaquam (kopermijnen). Kapi-  
taal 1,500.000 frank. Aan het ingebrachte worden toegekend : 1,500 kapi-  
taalaandeelen van 500 frank en 4,500 winstaandeelen. De heer Hayoit is  
een der stichters, wordt commissaris benoemd en aanvaardt;

» 2<sup>o</sup> Februari 1901 : stichting van Tres-Cruzes (manganesium- en ver-  
miljoenmijnen), 54 aandeelhouders. Kapitaal 2,300,000 frank. Den aange-  
brachten inleg kent men toe 300,000 frank in geld, 6,500 bevoorrechte  
aandeelen van 250 frank, 6,800 winstaandeelen ;

» 3<sup>o</sup> Maart 1901 : stichting van de Cerrito (goudmijnen). Kapitaal  
3,200,000 frank. De aangebrachte inleg krijgt 469,500 frank in geld,  
4,664 kapitaalaandeelen van 500 frank, al de winstaandeelen, 6,400 ;

» 4<sup>o</sup> Mei 1901 : stichting van het « Omnium minier » (goudmijnen). Kapitaal  
4,000,000 frank. De aangebrachte inleg erlangt 320,000 frank in geld,  
6,000 kapitaalaandeelen van 500 frank, en 8,000 winstaandeelen.

» De Belgo-Bresilienne sticht nog op datums en in voorwaarden welke wij  
niet konden uitmaken :

» 5<sup>o</sup> De vennootschap « les Philippines » ;

» 6<sup>o</sup> De vennootschap Vista Allegre (goudmijnen).

» Wat echter blijkt uit de omstandige inlichtingen betreffende de vier  
eerste, is dat de inbreng er in 't geheel betaald werd tegen EEN MILLIOEN  
NEGENTIG DUIZEND FRANK IN GELD, *naast 12,161 kapitaalaandeelen die ZEVEN*  
MILLIOEN ZEVEN HONDERD VIJF EN TACHENTIG DUIZEND FRANK VERTEGENWOORDIGEN,  
EN NOG TWEE EN DERTIG DUIZEND VIJF HONDERD WINSTAANDEELEN!

» Dat vreeslijk getal titels doet natuurlijk onderstellen dat zij die ze ont-  
vingen, niet dachten ze te behouden. Ook wordt in het verslag van den  
Beheerraad voor het dienstjaar 1900-1901 bekend dat men de titels niet aan  
den man bracht, uit hoofde van de crisis en den toestand der markt.

» Welnu, daareven zag men dat het door Lipman aangebrachte voor de  
Belgo-Brésilienne slechts geschat werd op 1,200 winstaandeelen zonder  
aanduiding van waarde.

« Vindt men bij het lezen van die verstommende tabel niet, dat er wat  
vrij veel filialen en slokkersaandeelen zijn voor eene hoofdvennootschap,  
over wier verrichtingen een raadsheer bij het Hof van Beroep toezicht en  
naziacht moet uitoefenen?

\*  
\* \*

» Dat reeds leverde voor het publiek stof op tot weinig welwillende  
bedenkingen; maar ongelukkig hebben andere omstandigheden den  
toestand van den heer Hayoit de Termicourt nog kiescher gemaakt en  
nader bewezen waaraan een magistraat zich blootstelt, indien hij zich  
zooverre waagt in de financiewereld en niet beter ziet met wie hij in aan-  
raking komt.

» Het onderzoek naar het lot van eenige dier filialen is dienaangaande  
heel leerrijk :

» De Cerrito, pas een jaar gesticht, sluit, op 31<sup>n</sup> Mei 1902, hare balans met een verlies van 2,848,093 frank, ten gevolge vooral van het monsterachtige overschatten van den inbreng, welke men van 2,800,000 frank tot 21,854 frank moet verminderen.

» Het « Omnium minier », pas een jaar gesticht, sluit, op 31<sup>n</sup> April 1902, met een verlies van 3.265,725 frank, insgelijks ten gevolge van het monsterachtig overschatten van het ingebrachte, dat van 3,320,000 frank tot 54,072 frank wordt verminderd !!! En men gaat over tot liquidatie.

» De wezenlijkheid komt hier waarlijk het onwaarschijnlijke nabij. En de heer Hayoit liet die aanbrengrsten, tot barstens toe opgejaagd, doorgaan.

» Eene zonderlinge bijzonderheid verslecht nog den doorslechten indruk van dat alles.

» In « eene brok », als wij zoo mogen spreken, van de vergadering toen de Cerrito-vennootschap werd gesticht, op 11<sup>n</sup> Maart 1901, welke brok men naliet te laten verschijnen in de bijlagen van het *Staatsblad* met het overige der vergadering, werd de heer Hayoit tot 5<sup>n</sup> commissaris benoemd. Thans bevestigt het beheer *dat men er hem geene kennis van gaf*; dat wanneer hij, het *lang nadien*, vernam, hij zijn ontslag aan den voorzitter zond; dat vermits de voorzitter dat ontslag niet medegedeeld had, de heer Hayoit het eenige maanden later opnieuw indiende bij den beheerraad; dat het, na in de volgende maand November door de algemeene vergadering te zijn aangenomen, *eerst in Maart 1905 werd bekend gemaakt!* Wat te denken over al die buitensporige manieren van handelen en hoe moet het steeds wantrouwend publiek ze uitleggen, wanneer zij naast al het overige staan?

\* \* \*

» Nog andere onaangenaamheden waren den heer Hayoit de Termicourt beschoren en moesten bij hem bittere spijt verwekken, terwijl tevens de openbare meening meer en meer vond dat zijne houding betreurenswaardig weinig overeenstemde, zooniet met het lot gewoonlijk aan financie-mannen beschoren, ten minste met zijn rechterlijk ambt.

» Tweemaal werd hij voor de rechtbank van koophandel te Brussel betrokken wegens verantwoordelijkheid en schadevergoeding. Deze gedingen werden wel is waar ongegrond bevonden, maar volstaat het niet dat hij er zich aan blootstelde, om het erg ongelijk te doen uitschijnen voor een magistraat dergelijke gevaren te loopen en zich aan dergelijke debatten bloot te stellen!

\* \* \*

» De heer Hayoit de Termicourt vergenoegde zich niet meer, altijd gedurende hetzelfde tijdperk van vier jaar, zich te bemoeien, zooals wij daareven zegden, met een aantal vennootschappen. Hij waagde zich in syndicaten, namelijk : 1<sup>o</sup> voor kolenmijnen in Russisch Donetz; 2<sup>o</sup> voor manganesiummijnen in Rijnpruisen. Hij betwist het niet meer; eerst had hij het ontkend in een gerechtelijk exploit.

» Daarenboven had hij ten overstaan van scheidsrechters te verantwoordden in een geding betreffende een ander syndicaat in Spanje. Dat is dus

de derde maal dat die magistraat wordt gedaagd voor de rechtbank van koophandel, wegens zaken waarmede hij zich, met het oog op de waardigheid van zijn ambt, zoo ten onpas bemoeide.

» Laat ons hier bijvoegen, dat men hem ook als getuige gemoeid vindt in een vierde geding voor de rechtbank aan koophandel, waarvan wij het voorwerp niet kunnen bepalen bij gebrek aan inlichtingen, en waarin hij te voorschijn komt als geldbewaarder en gelduitdeeler voor rekening van Lipman.

» De vraag mag worden gesteld of een magistraat die zich bemoeit met onderscheiden nijverheidssyndicaten, hooger aangehaald artikel 179 van de wet op de rechterlijke inrichting wel naleeft, welk artikel namelijk zegt dat het eenen magistraat verboden is *welken handel ook te drijven?*

\* \* \*

» Daareven zag men dat de heer Hayoit de jammerlijke gevolgen te dragen had van zijne zoo menigvuldige bemoeiing met geldzaken. Ziehier nu betreurenswaardige feiten, voortvloeiende uit de dubbelzinnige betrekkingen welke hij, te dier gelegenheid, met zekere lieden had aangeknoopt.

» Lipman, die in bedoelde zaken de verleider is geweest, was benoemd tot beheerder van de Tres-Cruzes. Welnu, hij liet in Mei of in Juni 1901 een prospectus drukken, bestemd om zijne inbrengeaandeelen uit de voeten te maken, in welk prospectus hij de toekomst driest en logenachtig overdreef. Onderaan bedoeld stuk plaatste hij de namen van al zijne medebeheerders en van de commissarissen, waarachter dien van den heer Hayoit, *als raadgevend advocaat* der vennootschap, zegde hij; in zooverre dat, voor de lezers die er het fijne niet van wisten, dit prospectus scheen uit te gaan van al die heeren, en door hen om zoo te zeggen *ondertekend*. In December daaropvolgende zulks vernomen hebbende, beklagde de heer Hayoit zich daarover. Lipman bekende 't misbruik. Doch die zaak, alhoewel zij een uitdrukkelijk verzet had moeten uitlokken, bleef geheim; zoodanig, dat zij die het prospectus ontvingen of lazen, aan de echtheid van den inhoud geloof hebben gehecht, des te meer daar Lipman, ondanks dat misdrijf, welwillend als beheerder werd behouden, hoe verontwaardigd zijne collega's, ook waren, en thans is hij het nog.

» Anderzijds had Lipman als handlanger in België, ten tijde dat hij in Brazilië was, zekere Autschisky.

» De briefwisseling tusschen den heer Autschisky en den heer Hayoit getuigt dat hij met den heer Hayoit standvastige en innige betrekkingen had en bewijst dat deze zich ijverig bezighield met de verrichtingen, tusschen partijen aan de dagorde staande.

» Uit de stukken, door den heer Hayoit zelf overgelegd, blijkt dat hij, hooge magistraat, had aangenomen, zooals wij het reeds zegden, de bewaarder te zijn van gelden, 14,000 frank beloopende, bestemd om, als provisie en pensioen, bij maandelijksche betalingen overhandigd te worden aan personen door Lipman in Europa gelaten en wier verspillingen



te vreezen waren, en dat hij die rol van gemeen tussehenpersoon heeft vervuld.

» In de bijlagen van het *Staatsblad* eindelijk, ziet men de bijzondere volmacht verschijnen, waarin de raadsheer aanneemt zaakgelastigde te zijn van dienzelfden Lipman, die later de gelaakte en onvoorzichtige steller zal zijn van het bedrieglijk prospectus en dien de heer Hayoit zelf een « onkiesch mensch » zal moeten noemen.

\* \* \*

» Ziedaar het kort verhaal van dien zonderlingen samenhang van dubbelzinnige feiten, ellendige gevallen en verdachte betrekkingen, de eene na de andere en bij de andere komende, in de vier jaren die het financieeleven uitmaken van den heer Eugène Hayoit de Termicourt, raadsheer bij het Hof van Beroep te Brussel.

» Is het dan te verwonderen dat onaangename geruchten over hem in omloop kwamen binnen en buiten het Paleis? Is dat te verwonderen dat de openbare meening, in België zoo hevig is opgehitst door de rampen die naamlooze vennootschappen te weeg brachten? Is het te verwonderen dat men hem gelijkstelde met hen die er te veel op uit zijn rijker en rijker te worden en dat er soms heel hevige klachten zijn opgerezen? Is het te verwonderen dat soms overdrevene verdenkingen onstond en dat er nog ergere geruchten over hem in omloop kwamen, bij voorbeeld dat hij het oor geleend had aan het ontwerp van Lipman om in Brazilië een speelhuis te stichten, de Jaccgay-onderneming genoemd? Is het te verwonderen dat men, naar aanleiding van dien buitengewonen en zoo afkeurenswaardigen toestand, de woorden van Pierre Leroux heeft herinnerd : « Word rijk, op eerlijke wijze indien het mogelijk is, maar word toch rijk ? »

» En hoe konden anderzijds zij die dat openbaar gerucht tot tolk dienen, ontsnappen aan eenige kleine onnauwkeurigheden, gezien eene dergelijke aaneenschakeling en verwikkeling van feiten, terwijl het echt verwijt dat alles boven staat, het onbetwistbaar gegrond verwijt en van blijkbaar maatschappelijk belang, hierin bestaat dat men te onpas en onbezonnen de finacie met de magistratuur heeft vermengd, wat de wijze waarop die vermenging in de eene of andere omstandigheid gebeurde, tot ondergeschikte zaak maakt.

» Het publiek gelooft graag dat onze magistraten buiten of beter boven die streken zijn waarover het te klagen heeft, en welke zij last hebben te betengelen. Het heeft gelijk, wanneer het dienaangaande tot strengheid toenauw nemend is. Het heeft den heer Hayoit als « raadsheer » en niet den heer Hayoit als « financieeman » beoordeeld en het heeft bevonden dat het voor den raadsheer plicht was, zich te onthouden financieeman te zijn evenzeer als en mogelijk meer dan raadsheer. De openbare meening heeft het heftig gezegd en men mag er bijvoegen dat ze wél deed het te verkonden, om een einde te stellen aan die ellendige opvatting van den nieuwerwetschen « magistraat ».

\* \* \*

» De heer Hayoit schijnt overigens zijne schuld en het onkiesche van zijn gedrag te hebben begrepen. Hij heeft afgebroken en zich teruggetrokken. Hij keerde terug naar de overlevering zijner orde, waarvan rond hem zijne collega's tot een zoo standvastig, zoo heilzaam en zoo edel voorbeeld dienen. Wenschelijk ware het voor hem, voor de openbare meening, voor de magistratuur, dat hij er nooit ware van afgeweken. Doch het was nuttig de geschiedenis aan te halen, opdat zij niet meer zou voorvallen. 't Is een plicht van dagbladschrijver dien wij vervullen, niet zonder leedwezen, maar met de hoop dat wij als goede burgers hebben gehandeld. »

Staat het geval van den heer Hayoit de Termicourt alleen? Neen, Mijne Heeren.

Het geding, door den heer Hayoit ingespannen tegen schrijver dezes, werd in beroep gepleit voor de 1<sup>e</sup> Kamer, onder voorzitterschap van den heer Jules de le Court. Welnu, deze eerste voorzitter van het Hof van beroep was insgelijks gemoeid met oneerlijke financiezaken. Oordeelt er over naar de volgende feiten.

De naamlooze vennootschap der « Glaces de Roux », met den heer Jules de le Court als commissaris, werd in 1868 gesticht. In 1892 bedroeg haar kapitaal maar 2,700,000 frank (5,400 aandeelen van 500 frank, waaronder 600 bevoorrechte).

De twintig eerste jaren waren bloeiend en de vennootschap gaf een dividend van gemiddeld 10 t. h. Doch van 1893 tot 1893 doorworstelden de « Glaces de Roux » een lastig tijdvak, wegens hare verachterde inrichting, naar men verzekert.

Om dien toestand te verhelpen, werd eene hypothecaire leening aangegaan in 1893. 't Volgende jaar besliste eene vergadering de nominale waarde der aandeelen tot 250 frank te verminderen en tevens 4,400 frank nieuwe bevoorrechte aandeelen van 250 frank uit te geven, of te samen 1 miljoen 100,000 frank, ten einde de uitrusting der vennootschap te verbeteren en hare inrichting te vervormen.

Daarop valt niets af te wijzen.

Doch thans slaat de onderneming een anderen weg in; in 1896 beslist de naamlooze vennootschap der « Glaces de Roux », deel te nemen aan het stichten der vennootschap « Belgo-Russe » voor het vervaardigen van glas.

Met dat doel, wordt het kapitaal der « Glaces de Roux » nog met 550,000 frank verhoogd door het uitgeven van 2,200 nieuwe bevoorrechte aandeelen die werden onderschreven tegen 325 frank.

't Is het tijdvak van speculatie en beurswoeker dat begint!

De beheerraad der « Glaces de Roux » bestond uit de heeren graaf du Mortier, Jules Gernaert, A. Pirlot, Aug. Peeters en N. Fermine. Het college van commissarissen uit de heeren burggraaf Cossée de Maulde, O. Flanqueau en Jules de le Court, deze laatste thans eerste voorzitter van het hof van Beroep te Brussel.

In het verslag der « Glaces de Roux » aan de vergadering van 6 October 1898, staat :

« *Portefeuille*. — Onderscheiden beheerders onzer vennootschap zijn »  
 » beheerder of toegevoegd (1) beheerder bij de « Société Belgo-Russe » voor »  
 » het vervaardigen van glas. Onze beheerder-zaakvoerder is insgelijks »  
 » beheerder-zaakvoerder dier vennootschap en 't is gekend dat het tech- »  
 » nisch bestuur der « Glacerie de Lakash » uitsluitend is toevertrouwd aan »  
 » de « Société de Roux. »

» Derhalve zijn wij in staat om de waarde te schatten van de aandelen »  
 » die onze portefeuille uitmaken. »

In hun verslag schreven de commissarissen, de heeren J. de le Court, de Maulde en Flanneau :

« Wij hebben de stichting en den gang der « Société Belgo-Russe » nauw-  
 keurig onderzocht en kunnen enkel het oordeel van den beheerraad beves-  
 tigen, betreffende den heilzamen invloed welken deze filiale op den bloei  
 onzer vennootschap zal uitoefenen. »

De « Société de Roux » hielp dus de « Belgo-Russe » stichten, door voor  
 550,000 frank titels dezer laatste in te schrijven. Zij ontving daarenboven,  
 voor inbrengstaandeelen — technische medewerking en studiën —  
 900 volkomen uitbetaalde aandelen van 500 frank.

Op de balans der « Belgo-Russe » van 30 Juni 1898, worden de aanbrengsten  
 op het actief voor 412,500 roebels aangerekend, waarvan 168,750 roebels  
 voor studiën en plannen en 107,166 roebels onder vermelding : Arbeiders-  
 bevolking !!!

Die balans, welke 6,500,000 frank aangeeft als het maatschappelijk kapi-  
 taal, vermeldt eene winst van 64,975 frank, of min dan 1 t. h.

Laat ons echter terugkomen tot de Société des « Glaces de Roux » en haren  
 gang nagaan sedert het stichten van hare filiaal de « Belgo-Russe. »

In het verslag aan de vergadering der aandeelhouders den 1<sup>n</sup> October 1896  
 wordt gezegd :

« Men ziet dat onze inschrijving en de volkomen afgeloste gewone aan- »  
 » deelen welke wij ontvingen als inbreng bij de « Société Belgo-Russe. » »  
 » op de balans, den 31<sup>n</sup> Augustus 1896 opgemaakt en hieronder overge- »  
 » drukt, enkel tegen pari staan aangeschreven ; doch reeds van aanvang »  
 » Juli werden die titels te Petersburg verhandeld met 25 t. h. premie.

» Feitelijk zijn onze 450,000 frank inbreng voor de « Société des Glaces »  
 » de Roux » eene zuivere winst. »

De officieele balans der « Glaces de Roux » is gedagteekend 30 Juni. Maar  
 de beheerraad neemt in zijn verslag eene andere balans op, gesloten op  
 den daaropvolgenden 31<sup>n</sup> Augustus, waarin hij in zijne portefeuille 900  
 inbreng-aandelen vermeldt en die hij op 450,000 frank schat. Deze balans  
 over twee maanden sluit aldus met eene winst van 590,824 frank 14 cen-  
 tiemen. Doch deze schrikkelijke winst is enkel te wijten aan het buitenge-  
 woon feit dat men als winst aanrekenet eene papierwaarde, die enkel voor  
*overdracht* of in portefeuille kan geschat en vermeld worden.

---

(1) *L'Annuaire du Monde financier* voor 1901-1902, door den heer Richard COLFS, noemt  
 als toegevoegde beheerders de heeren Jules de le Court, Pirlot en Charlier.

In de volgende balans, op 30<sup>e</sup> Juni 1897, vermeldt de « Société des Glaces de Roux » nogmaals op het credit harer winst en verliesrekening, de 450,000 frank, voortkomende van de titels als inbreng ontvangen van de « Belgo-Russe ». Daarmede bedraagt de winst 1,234,114 frank, de volgende verdeling mogelijk makende :

Interesten en obligatiën . . . . .	fr. 106,572 79
Uitdelging en reserve . . . . .	743,976 95
Beheerders en commissarissen . . . . .	71,930 85
Winstaantheelen . . . . .	288,000 »

In de balans van 30 Juni 1898, worden de 900 inbrengaantheelen der « Belgo-Russe », die niets kosten aan de « Société de Roux », alsmede de 1,275 aantheelen tegen 500 frank, in de portefeuille geschat tegen 800 frank het stuk, of te zamen 1,740,000 frank, terwijl de vennootschap enkel 600,000 frank uitgaf.

De brutowinst wordt geschat op 760,577 frank, waarvan 302,500 frank in portefeuille, terwijl nochtans de balans der « Belgo-Russe » op denzelfden datum van 30 Juni 1898, enkel eene winst vermeldt van 64,975 frank! Welnu, de portefeuille der « Glaces de Roux » bevat niets dan aantheelen der « Belgo-Russe ». Wel is waar worden ze geschat op 800 frank, terwijl op hetzelfde tijdstip de « Banque de Bruxelles », die er insgelijks bezit, ze in hare portefeuille enkel op 500 frank schat.

De « Société de Roux » verdeelde toen 198,000 frank onder hare aandeelhouders, of 7 t. h. voor bevoorrechte en 6 t. h. voor gewone aantheelen. De commissarissen, de heeren Jules de le Court, Cossée de Maulde en O. Planneau keuren die verdeling goed; in hun verslag zeggen zij :

« Wij hebben de oprichting en de werking der « Société Belgo-Russe » nauwkeurig onderzocht en kunnen enkel de beoordeeling van den beheer- raad bevestigen, betreffende den heilzamen invloed welken die filiale op den bloei onzer vennootschap zal uitoefenen. »

Uit al het bovenstaande blijkt, dat reeds in 1895 de « Société des Glaces de Roux » niet meer eene loutere nijverheidsvennootschap was, en gelijk zooveel andere, helaas! werd medegesleept in den stroom der Russische ondernemingen en dat zij, ten einde haren toestand te redden, die als nijverheid slecht was geworden, haar wezenlijk credit bovenmatig opjaagde, en winsten uitdeelde die uit de balans enkel voortvloeiden door op haar actief de aantheelen der « Belgo-Russe » aan te rekenen tegen hooge prijzen, welke prijzen enkel te wijten waren aan woekerhandel, op die aantheelen ter Beurs verwekt.

In 1899, doet de « Société des Glaces de Roux » eene nieuwe uitgifte van 2,000 aantheelen van 250 frank, met het doel *Marmorite*, een namaaksel van marmer, te vervaardigen.

Haar kapitaal wordt dus met een half millioen verhoogd.

Intusschen stelt de « Belgo-Russe » het slechter en slechter. Wij hebben reeds gezegd dat hare balans voor 1898 enkel eene winst vermeldt van

64.975 frank, terwijl haar kapitaal zes millioen en half bedraagt, dus tenauwernood 1 t. h.

De balans voor 1901 sluit met een verlies van 1,527,846 frank en 519,451 frank uit te delgen kosten.

Ziehier den wisselkoers, door de aandeeleu der « Belgo-Russe » bereikt :

	30 Juni	31 December
1898 . . . . . fr.	915.00	805.00
1899 . . . . .	740.00	417.00
1900 . . . . .	150.00	135.00
1901 . . . . .	90.00	82.00
1902 . . . . .	48.75	20.00

't Is eene snelle, bedwelmende instorting!

En nochtans stond in een vlugschrift, in 1900 verschenen ter *Impri-merie des Travaux Publics* te Brussel, over den gang der « Belgo-Russe » :  
« De aandeeleu der « Société Belgo-Russe » werden veel verhandeld.

» Deze titel gold ter Beurs 190 t. h. zijner nominale waarde, op 't oog-» blik van het in gang brengen der fabrieken. »

Wie had die titels ter Beurs doen stijgen, *vooral eer een enkele centiem winst kon verwezenlijkt worden*, vermits de Belgo-Russe niet werkte?

Wie?...

De instorting der « Belgo-Russe » moest onvermijdelijk die der « Glaces de Roux » na zich slepen, vooral na de bewuste balansen, waarin de aandeeleu der « Belgo-Russe » de rol vervulden der hen die gouden eieren legt, maar 't was eene hen die niets hoegenaamd legde!

Dat gebeurde dan ook.

Op 7<sup>n</sup> Augustus 1901 werden de aandeelhouders der « Glaces de Roux » in algemeene vergadering bijeengeroepen.

Het verslag van den Beheerraad spreekt van de nijverheids crisis waarvan de vennootschap het slachtoffer is. De « Société de Roux » staakte haar werk sedert Juli.

Die vergadering van 7 Augustus besliste :

« 1<sup>o</sup> Het kapitaal der « Glaces de Roux » van 5,058,750 frank te vermindereu tot 1,225,500 frank ;

» 2<sup>o</sup> Obligatiën uit te geven voor 500,000 frank ;

» 3<sup>o</sup> Bevoorrechte aandeeleu uit te geven om het kapitaal tot 1,500,000 of 2 millioen te verhoogen. »

Er was echter niets aan te doen !

De balans voor 1900 kwam neer op een verlies van 551,000 frank ; die voor 1901 op een verlies van 662,129 frank.

Op de balans van 30 Juni 1900 worden de aandeeleu der « Belgo-Russe », welke de « Glaces de Roux » in portefeuille bezat, *tegen pari* geschat, dat is tegen 500 frank, terwijl men ze ter Beurs 150 frank noteerde !

Doch ziehier iets beters :

Het *Stadsblad* van 25 October 1901 kondigt eene tweevoudige balans af der « Glaces de Roux », de eerste sluitende op 30<sup>n</sup> Juni 1901, de tweede op 31<sup>n</sup> Augustus van hetzelfde jaar.

In de balans van 30 Juni, worden de aandelen der « Belgo-Russe », welke de « Glaces de Roux » in portefeuille bezit, aangerekend voor 1,138,000 frank. In de balans van 31 Augustus, dus twee maanden later, worden diezelfde aandelen slechts op 200,000 frank geschat, dus 948,000 frank minder!!!

Het kapitaal op 30<sup>n</sup> Juni belooft nog 3,500,000 frank; het is verminderd tot 1,037,500 frank op 31<sup>n</sup> Augustus.

Is het niet fantastisch?

Zonderling genoeg, onderaan die tweevoudige balans staat geene enkele handteekening, of, om juister te spreken, geen enkele naam.

Werden de beheerraad en het college der commissarissen vervangen? Daarover konden wij niets ontdekken in het *Staatsblad. L'Annuaire des relations du monde financier* voor 1900-1901 daarentegen vermeldt de namen derzelfde leden van den beheerraad, die wij reeds aanhaalden, en dezelfde commissarissen, uitgenomen den heer Jules de le Court; het *Annuaire* vermeldt hem echter als toegevoegd beheerder bij de « Belgo-Russe ».

Na het verschijnen van die tweevoudige balans der « Glaces de Roux », duurt de instorting voort.

In December 1901 wordt tot de ontbinding en de liquidatie der vennootschap besloten(1).

Worden tot vereffenaars benoemd: de heeren Jules Gernaert en Charles de Herbais. Zij worden gemachtigd als eereloon ieder 500 frank per maand te trekken en hoeven geen inventaris op te maken.

Op 30<sup>n</sup> Juni 1901, bedroeg het actief der vennootschap in de balans eene som van 5 *millioen en half*. De fabriek te Roux werd onlangs verkocht voor *min dan een half millioen!*

En ziedaar het einde van de jammerlijke geschiedenis der « Société des Glaces de Roux! »

Ziedaar dus een hoog magistraat, de eerste voorzitter van het Hof van Beroep te Brussel, betrokken in twee ondernemingen die hare aandeelhouders ten onder brachten en 't is dezelfde magistraat die het Hof voorziet, gelast om uitspraak te doen over het geval van den heer Hlayoit de Termicourt, van zijnen eisch ontzegd door de 2<sup>e</sup> Kamer der Rechtbank van eersten aanleg!

---

(1) Aandeelen (A) der « Glaces de Roux », ter Beurs gecoteerd op 31<sup>n</sup> December :

	Beyoorrechte aandeeleu.	Gewone aandeeleu.
1895. . . . . fr.	243 »	180 »
1896. . . . .	542 »	560 »
1897 . . . . .	555 »	510 »
1898. . . . .	390 »	582 50
1899. . . . .	270 »	243 »
1900. . . . .	94 50	80 »
1901. . . . .	50 »	15 »

(A) Wij spreken niet van de *obligatiën*.

Meer nog : de advocaat-generaal die in dezelfde zaak requireerde, de heer de Puelle de la Nicppe, is commissaris bij de « Société des Cristalleries du Val-Saint-Lambert », en liquidateur der « Société des Glaces de Sainte-Marie-d'Oignies ».

De feiten betreffende de heeren Hayoit de Termicourt en Jules de le Court werden openbaar bekend gemaakt, en de heer Minister van Justitie verroerde niet! Hij vond dat de bemoeiing van magistraten met zulke oneerlijke ondernemingen als de « Mines d'or », de « Glaces de Roux » en de « Belgo-Russe » niet berispelijk is, niet verdient getuchtigd te worden!

De eerlikelieden uit alle partijen laken die houding, en ik meen hun aller tolk te zijn door mijn voorstel in te dienen, dat, wordt het eenmaal tot wet gemaakt, voortaan dergelijke feiten zal verhinderen. De Belgische magistratuur, over 't algemeen, zal mijn initiatief toejuichen, want zij moet zich gekrenkt gevoelen in hare waardigheid omdat sommigen harer leden strafeloos die betreurenswaardige financiepraktijken begaan. Ook de drukpers, die zich niet laat leiden door een bekrompen partijgeest, zal het wetsvoorstel verdedigen, dat ik vol vertrouwen aan het oordeel van de Kamer onderwerp.

LOUIS BERTRAND.



## PROPOSITION DE LOI.

## ARTICLE PREMIER.

L'article 179 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire est modifié comme suit :

ART. 179. — Il est interdit, sous les peines disciplinaires, à tout magistrat de l'ordre judiciaire, d'exercer soit par lui-même, soit sous le nom de son épouse, ou par toute autre personne interposée, aucune espèce de commerce, d'être agent d'affaires ou de participer à la fondation, à la direction, à l'administration ou à la surveillance de toute société ou établissement industriel, commercial ou financier.

Le Gouvernement pourra, dans des cas particuliers, relever de cette interdiction les greffiers et les commis-greffiers.

## ART. 2.

La présente loi sera exécutoire le lendemain de sa publication au *Moniteur*. Toutefois, les magistrats qui se trouvent dans l'un des cas énoncés à l'article précédent auront deux mois, à partir de cette publication, pour se conformer aux prohibitions qu'il porte.

## WETSVOORSTEL.

## EERSTE ARTIKEL.

Artikel 179 der wet van 18 Juni 1869 op de rechterlijke inrichting wordt gewijzigd als volgt :

ART. 179. — Op straffe van de voorziene tuchtmiddelen, is het aan elken magistraat van de rechterlijke macht verboden hetzij zelf, hetzij op den naam van zijne echtgenoot of door tusschenkomst van welken persoon ook, om 't even welk soort van handel te drijven, zaakwaarnemer te zijn of deel te nemen aan de oprichting, het bestuur, het beheer van eenige vennootschap of inrichting van nijverheid, handel of finacie, of daarover toezicht uit te oefenen.

De Regeering kan, in bijzondere gevallen, de griffiers en commies-griffiers van dat verbod ontheffen.

## ART. 2.

Deze wet zal in werking treden daags na hare afkondiging in het *Staatsblad*. Echter hebben de magistraten, die zich bevinden in één van de gevallen bij het vorig artikel voorzien, twee maanden, te rekenen van die afkondiging, om zich te schikken naar de verbodsbepalingen daarin vervat.

LOUIS BERTRAND.  
É. VANDERVELDE.  
G. LORAND.  
FÉLIX CAMBIER.  
J. DESTRÉE.  
L. MEYSMANS.